

*SOLIHA Charente-Maritime – Deux-Sèvres*

110, Grande Rue  
17180 PERIGNY  
Tél. 05.46.07.49.99  
Fax : 05.46.07.49.86

Dossier N° 208

**PLAN GENERAL DE  
COORDINATION**  
(chantier de catégorie 3)

MAITRE DE L'OUVRAGE :      **SA SOLIHA BLI SO**

REHABILITATION et AMENAGEMENT DE 4 LOGEMENTS :

19, Rue de la Somme  
17430 TONNAY CHARENTE

Etabli le 12/06/2017

## **GENERALITES**

### **SOMMAIRE**

- I        RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS**
- II       ORGANISATION GENERALE**
- III      MESURES DE COORDINATION**
- IV      SUJETIONS DECOULANTS DES INTERFERENCES**
- V       MESURES GENERALES POUR LA SALUBRITE DU  
          CHANTIER**
- VI      RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES  
          SECOURS**
- VII     MODALITES DE COOPERATION**
- VIII    Cadre proposé pour établissement des PPSPS**

**Annexes**

## **GENERALITES**

**Ce cahier a pour but de définir les missions et obligations de chaque intervenant.**

Le Plan général de coordination est rédigé en application du décret N° 94-1159 du 26 décembre 1994 portant intégration de la sécurité et de l'organisation en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiments et de génie civil.

Le Maître de l'Ouvrage a désigné le coordonnateur dont la fonction est d'organiser les règles de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants de l'opération. Dans ce cadre, les rôles qui sont dévolus au coordonnateur et qui impliquent les entreprises du chantier, sont indiqués dans ce document.

### **ROLE DU COORDONATEUR**

Le coordonnateur est chargé de la prise en compte et de la mise en œuvre des principes généraux de prévention pendant la phase conception de l'établissement de documents précisant les conditions d'intervention des entreprises, du suivi et du contrôle de l'application de ces règles en cours d'exécution de chantier.

Le rôle du coordonnateur est défini à l'article R238-18 du décret n° 94-1158 du 26 décembre 94.

### **PHASE CONCEPTION**

Au cours de la conception de l'étude et de l'élaboration du projet de l'ouvrage, le coordonnateur :

- 1°)- Elabore le plan général de coordination prévu lorsqu'il est requis,
- 2°)- Constitue le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage,
- 3°)- ouvre un registre journal de la coordination,
- 4°)- Définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques. Il mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état qui interviendront sur le chantier.

### **PHASE REALISATION**

Au cours de la réalisation de l'ouvrage le coordonnateur :

- 1°)- Organise entre les différentes entreprises y compris sous traitantes, présentes ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle et l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé : à cet effet, il doit procéder avec chaque entreprise, avant intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont précisées les consignes à observer ou à transmettre en fonction du type de travaux à exécuter, et les observations particulières de sécurité de santé prises pour l'ensemble de l'opération : cette inspection commune doit avoir lieu avant remise du PPSPS,
- 2°)- Veille à l'application convenable des mesures de sécurité qui ont été définies et des procédures de travail qui interfèrent entre elles,
- 3°)- Tient à jour et adapte en permanence le PGC,

4°)- Complète au fur et à mesure le DIUO,

5°)- Tient à jour le registre journal de la coordination

En cas de constat de risque grave et imminent, le coordonnateur est habilité par le maître de l'ouvrage à faire arrêter immédiatement la phase de travaux exposant le personnel. En dehors de ce cas, il n'a aucun pouvoir de commandement sur le personnel des entreprises et il ne peut pas se substituer à celle-ci pour l'exécution des mesures de sécurité et de santé? Dans le cas où les manquements d'une entreprise entraîneraient des risques sur l'ensemble des intervenants du chantier et dans le cas où l'arrêt de la phase de travaux de l'entreprise déficiente ne serait pas suffisant pour supprimer les risques, le coordonnateur est habilité par le Maître d'Ouvrage à engager de façon immédiate les dépenses qu'il jugera nécessaire pour remédier à la situation ; Ces dépenses seront ensuite imputées aux entreprises dont la carence constatée est à l'origine du risque.

Conformément aux dispositions de l'article L 235-5 de la loi du 31-12-93, l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants à l'acte de construire, en application des dispositions du code du travail.

## **DOCUMENTS DE LA MISSION SPS**

### **Plan Général de Coordination SPS**

Il est rédigé par le coordinateur et il contient :

- ☐ des renseignements administratifs,
- ☐ les mesures d'organisation général du chantier,
- ☐ les mesures de coordination concernant les manutentions, stockages, voies d'accès, protections collectives et installation de chantier,
- ☐ Les modalités de coopération des intervenants,
- ☐ les renseignements sur les secours.

### **Le P.P.S.P.S.**

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé élaboré par les entreprises et leurs sous-traitants.

### **Le Registre Journal**

Il doit permettre au coordonnateur de garder la trace des événements liés à la coordination :

- Listing des entreprises (noms, adresses, date d'intervention, effectif prévisible des travailleurs et durée des travaux,
- Compte-rendu des visites préalables,
- Observations et notifications faites aux différents intervenants,

### **le D.I.U.O.**

Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage

Il rassemble les plans et notes techniques permettant de faciliter les interventions d'entretien et maintenance. Dans ce but, les entreprises seront tenues de fournir à la fin du chantier tous les plans de récolement, les fiches techniques d'utilisations et d'entretien des matériaux ou d'équipements ainsi que tout document que le coordonnateur jugera utile de joindre. Ces documents devront être fournis en double exemplaire plus un exemplaire reproductible (contre calque) pour ce qui concerne les plans de recollement de réseaux.

Il est préparé par le coordonnateur et remis au Maître d'ouvrage et à l'utilisateur de l'ouvrage, lors de la réception de l'ouvrage.



# **PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE APPLICABLES à L'OPERATION**

## **MISE EN OEUVRE DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION**

Art. de loi "L235-1 de la loi du 31 décembre 1993" Article R4531-1 du Code du Travail.

"Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur mentionnés à l'article de loi "L235-4", doivent tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés à l'article L 4121-2 du Code du Travail

Art. L 4121-2 du Code du Travail.

Les dispositions énoncées ont pour objet de :

- 1°)- Eviter les risques,
- 2°) - Evaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- 3°)- Combattre les risques à la source,
- 4°) - Adapter le travail à l'homme (1),
- 5°) - Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- 6°) - Remplacer ce qui dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- 7°) - Planifier la prévention,
- 8°) - prendre les mesures de protection collectives en priorité sur les protections individuelles,
- 9°) - Donner les instructions appropriées aux travailleurs (1)

(1) ces mesures s'appliquent aux Entreprises

## **Limites de prestation.**

La prestation du coordonnateur SPS ne modifie pas ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des intervenants à l'opération (art R.4532-6 du code du travail). La mission du coordonnateur SPS n'est pas celle d'un agent de prévention ou d'un agent de sécurité d'entreprise. Le coordonnateur n'assure pas une présence permanente sur le chantier. Les constats établis sur le chantier ne sont que la représentation des situations existantes au moment de la visite, et ne préjugent pas des modifications apportées juste après cette visite.

Le coordonnateur SPS n'est pas en charge :

- de l'élaboration, de la rédaction et des mises à jour des PPSPS des entreprises.
- de la formation des intervenants du chantier.
- de la vérification de leurs aptitudes physiques, de leurs compétences techniques et professionnelles, des consignes qui leur sont données et de leur respect.
- de la détermination des modes opératoires.
- des choix des matériels et matériaux mis en œuvre, des matériels employés, des installations, des équipements de travail, des équipements de protections individuels ou collectifs et de leurs utilisations.
- des vérifications et contrôles obligatoires prévus par la réglementation concernant les installations et équipements de travail (installations de manutention, levage, échafaudage, élévation des personnes, engins de chantier, électriques, thermiques, ventilation, aération, etc...)

La mission du coordonnateur SPS ne comprend pas l'appréciation des risques liés à des défauts

de stabilité ou de solidité des ouvrages, quelle que soit la phase de réalisation de l'ouvrage. La vérification de stabilité ou de solidité des ouvrages ou terrain, neufs ou existants, ainsi que les conséquences sur les avoisinants, sont de la responsabilité des intervenants de l'opération autres que le coordonnateur SPS.

## SOMMAIRE

### **I     RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIFS**

Intéressant le chantier.

- 1) Présentation et adresse du projet
- 2) Présentation des intervenants
- 3) Renseignements généraux
- 4) Renseignements administratifs
- 5) Sous traitance
- 6) Formation du personnel

### **II    MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER**

- 1) Locaux communs
- 2) Locaux privés
- 3) Installations générales de chantier
- 4) Clôture et fermeture
- 5) Circulation et accès
- 6) Protection contre l'incendie
- 7) Protections collectives
- 8) Protections individuelles

### **III   MESURES DE COORDINATION**

- 1) Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales.
- 2) Conditions de manutention

- 3) Délimitation des zones de stockage
- 4) Elimination des déchets et décombres
- 5) Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux
- 6) Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation générale

#### **IV    SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES**

#### **V    MESURES GENERALES POUR LA SALUBRITE DU CHANTIER**

#### **VI    RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS**

Conduite à tenir en cas d'accident

#### **VII    MODALITES DE COOPERATION**

#### **VIII    PPSPS**

Modèle de cadre de PPSPS

Annexes

# **I      RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIFS**



## **1) Présentation et adresse du projet**

L'objet du projet est la rénovation et l'aménagement en 4 logements des locaux situés au dessus du centre des finances publiques sis à

19, Rue de la Somme  
17430 TONNAY CHARENTE

L'opération sera réalisé dans le cadre d'un Bail à réhabilitation passé entre la Commune de Tonnay Charente et la SA Soliha BLI Sud Ouest



## **2) Présentation des intervenants**

### **Maître d'ouvrage :**

SA SOLIHA BLI SO  
Représentée par Jérôme BETRACQ, directeur administratif et financier  
30, Place Pey Berland  
33000 BORDEAUX  
Tel : 09.74.76.71.36  
[j.betracq@soliha.fr](mailto:j.betracq@soliha.fr)

### **Maître d'Œuvre :**

SOLIHA17-79  
110, Grande Rue  
17180 PERIGNY  
Tel : 05.46.07.49.99 - Fax : 05.46.07.49.86  
[contact.charentemaritime@soliha.fr](mailto:contact.charentemaritime@soliha.fr)

### **Bureau de Contrôle :**

Le nom du bureau de contrôle n'est pas connu à ce stade du dossier.

### **Coordonnateur sécurité et protection de la santé**

SOLIHA17-79  
110, Grande Rue  
17180 PERIGNY  
Représenté par SIMON Jean-Claude  
Tel : 05.46.07.49.92 - Fax : 05.46.07.49.86  
[jc.simon@soliha.fr](mailto:jc.simon@soliha.fr)

LISTE DES LOTS ET ENTREPRISES :

Lot N°1 : MACONNERIE – GROS -OEUVRE

Lot N°2 : COUVERTURE – FENÊTRE DE TOIT

Lot N°3 : MENUISERIE EXTERIEURE

Lot N°4 : PLANCHER – MENUISERIE INTERIEURE

Lot N°5 : PLATRERIE - ISOLATION

Lot N° 6 : ELECTRICITE -- CHAUFFAGE - VMC

Lot N° 7 : PLOMBERIE – SANITAIRE

Lot N° 8 : PEINTURES - REVE'TEMENTS

Lot N° 9 : TRAITEMENTS ANTIPARASITAIRES

Lot N° 10 : CARRELAGE - FAÏENCE

Le nom des entreprises n'est pas connu à ce stade du dossier.



### 3) Renseignements généraux

#### Permis de Construire :

L'arrêté de Permis de Construire n'est pas connu à ce stade du dossier

L'arrêté de permis de construire et ses prescriptions seront joints au registre journal.

.

#### Autorisation de Voirie :

La demande d'autorisation de voirie est à la charge du lot Gros Œuvre.

Une copie sera remise au Coordonnateur.

#### Autorisation de Survol (grue) :

La demande d'autorisation est à la charge du lot Gros Œuvre.

Une copie sera remise au Coordonnateur.

#### Calendrier général des travaux :

Le délai global d'intervention est de 8 mois, et la date de démarrage des travaux n'est pas fixée.

Le calendrier de réalisation des travaux sera joint au Registre Journal.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.



### 4) Renseignements administratifs

#### **Organismes Administratifs de Prévention**

##### **INSPECTION DU TRAVAIL (DIRECCTE)**

Rue Chasseloup Laubat

LA ROCHELLE

Tel : 05.46.50.52.01

##### **CARSAT Centre Ouest**

Tel : 05.55.45.37.91

##### **O.P.P.B.T.P.**

**Agence Centre-Ouest**

4, rue Marcel Pagnol

87100 Limoges

Tél : 05 55 37 51 29

#### **Services Extérieurs Concernés par les Travaux**

##### **ENEDIS (ex ERDF).**

ROCHEFORT - 2, Bd Aristide Briand

09.69.32.18.84

##### **REGIE D'EXPLOITATION DES EAUX**

RESE – Agence les Estuaires

2, rue Nicole Appert 17250 PONT L'ABBE

05.46.97.11.92



<b>FRANCE TELECOM</b>	
Dérangements et services :	10.13
Renseignements commerciaux :	10.14

#### Services Locaux Urgence

<b>S.A.M.U.</b>	15
-----------------	----

<b>HOPITAL ROCHEFORT</b>	15 05.46.88.50.50.
------------------------------	-----------------------

<b>CENTRE ANTI POISON BORDEAUX</b>	05.56.96.40.80
--	----------------

<b>MEDECIN</b>	
Cabinet médical	05.46.88.72.87
9, rue des Poilus 17430 TONNAY CHARENTE	
Cabinet médical	05.46.88.05.90.
155bis, Av Général de Gaulle 17430 TONNAY CHARENTE	

<b>PHARMACIE</b>	
Pharmacie.	05.46.88.70.32.
65, Rue Alsace Lorraine 17430 TONNAY CHARENTE	
Pharmacie.	05.46.88.05.04.
157, Av Général de Gaulle 17430 TONNAY CHARENTE	

<b>AMBULANCE</b>	
Amb. Tonnay Charente	05.46.88.06.30.

<b>GENDARMERIE</b>	17
--------------------	----

<b>POMPIERS</b>	18 112
-----------------	-----------

<b>ENEDIS (ex ERDF).</b>	Sécurité dépannage 09.726.750.17
--------------------------	-------------------------------------



### 5) Sous traitance

Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises titulaires de lot diffuseront au coordonnateur Sécurité-Santé, les éléments suivants :

- ☞ Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitant,
- ☞ La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant,
- ☞ L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier,
- ☞ La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.

Chaque entreprise qui prendra un sous traitant devra lui fournir un exemplaire du présent document.



### 6) Formation du personnel

Chaque entreprise a la charge avant de mettre un salarié sur le chantier, de lui assurer une formation lui indiquant les risques existants sur le chantier et ceux plus particuliers à son poste de travail.

## II MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

Ces mesures sont arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.



### 1) Locaux communs

L'entrepreneur du lot Gros Œuvre maintiendra pour la durée du chantier au rez de chaussée un bloc sanitaire de chantier commun comportant 1 WC avec lavabo (sanitaires existants). Ces éléments devront être raccordés en alimentation et en évacuation.

L'entrepreneur du lot Gros Œuvre installera pour la durée du chantier un réfectoire commun comportant une table et des chaises et d'un appareil pour faire réchauffer les plats. Le local sera utilisé également en bureau de chantier.

L'entrepreneur du lot Gros Œuvre assurera le nettoyage quotidien des locaux, l'entretien et la maintenance des installations.



### 2) Locaux privés

Les locaux communs pourront comporter une partie privative.



### 3) Installations générales de chantier

- Panneaux de chantier :

L'entrepreneur du lot Gros Œuvre mettra en place les panneaux de chantier à l'entrée du chantier.

Les branchements provisoires d'eau et d'électricité sont réalisés conformément aux

dispositions des normes NF P 03001, NF C 15-100 et des articles R4215-1 à 17 du code du travail.

- Electricité :

- ▣ Le raccordement se fera sur le réseau ENEDIS depuis le compteur situé dans le bâtiment.
- ▣ L'entrepreneur du lot Electricité réalisera l'installation de chantier comprenant une armoire de chantier avec les protections nécessaires dont 30 mA, coupure d'arrêt d'urgence, mise à la terre et des prises de chantier. Il sera mis en place une armoire de distribution sur chaque niveau depuis l'armoire générale. Cette prestation est à la charge du lot électricité.

- Eau :

- ▣ L'entrepreneur du lot Plomberie mettra en place un robinet de chantier à l'extérieur dans la courette et réalisera les raccordements des locaux communs et privés.

- Téléphone :

Chaque entreprise devra disposer d'un téléphone portable afin de contacter les secours en cas de nécessité.



#### 4) Clôture et fermeture

- ▣ L'entrepreneur du lot Gros Œuvre affichera les panneaux "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC" et "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" de telle sorte que l'information soit claire.

- Clôture :

- ▣ L'entrepreneur du lot Gros Œuvre installera une clôture de chantier à l'extérieur sur une partie de la façade. Une clôture sur la rue sera installée en pied d'échafaudage, lorsque celui-ci sera monté (déposer autorisation de voirie).

**Le chantier sera obligatoirement refermé et clos en fin de journée.**



#### 5) Circulation et accès

- Extérieur :

- ▣ Les voies d'accès sont constituées par les voies publiques.

- Intérieur :

- ▣ L'accès au chantier sera réalisé par la porte d'entrée en façade de l'immeuble.
- ▣ L'accès aux locaux se fera par l'entrée et l'escalier existant.

**Chaque entreprise devra maintenir à proximité immédiate de sa zone de travail un extincteur.**

L'entreprise du lot Plomberie raccordera sur le réseau d'eau un tuyau pouvant accéder à n'importe quel point du chantier.

Il est formellement interdit de faire du feu sur le site du chantier.

Lors des travaux pouvant présenter et exporter un risque d'embrasement (soudure, brasage), l'entrepreneur devra impérativement demander un permis feu et en fournir la copie au coordonnateur.

Au minimum, un extincteur approprié aux matériaux à risque d'embrasement sera maintenu à proximité, et le personnel devra être informé en conséquence.

Tout ouvrage nécessitant des travaux pouvant exporter un risque d'embrasement des matériaux environnants, devra être contrôlé par une personne responsable de l'entreprise avant qu'il ne quitte le chantier afin de prévenir tout risque de confinement, d'embrasement ultérieur ou d'anomalies dues à l'intervention.



## **7) Protections collectives**

L'entreprise désignée aura à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives pendant toute la durée de leurs installations.

Tout corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement d'un élément des protections mis en place, doit prévoir d'assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen, doit prévoir un équipement de remplacement au moins équivalent et adapté à la réalisation de ses travaux, doit garantir une protection collective efficace, doit en assurer la maintenance et doit rétablir les protections initiales dès que possible.

◆ L'entreprise du lot Gros Œuvre demandera auprès des services de la Municipalité une autorisation de voirie pour l'emprise sur la voie publique pour toute la durée des travaux.

◆ A la suite de la dépose du complexe vitré de la cage d'escalier, l'entreprise du lot Gros Œuvre mettra en place des garde-corps provisoires en rive de trémie. Le garde-corps sera conservé jusqu'à la mise en place des protections définitives

Utilisateurs : ensemble des lots.

◆ A la suite de la dépose du complexe vitré de la cage d'escalier, l'entreprise du lot Gros Œuvre mettra en place une protection sur la verrière (type platelage) en sous-face du complexe vitré de la cage d'escalier. La protection sera conservée jusqu'à la mise en place des protections définitives (nouveau complexe vitré)

Utilisateurs : ensemble des lots.

◆ L'entreprise du lot Gros Œuvre mettra en place un garde-corps provisoire aux ouvertures ayant une allège de moins de 101 cm et d'une hauteur depuis le bas de la menuiserie jusqu'au niveau du sol extérieur supérieur à 150cm.

Utilisateurs : ensemble des lots.

◆ L'entreprise du lot Couverture mettra en place des protections en rives de toitures pour toute la durée des travaux en toiture.

Utilisateurs : Gros-Œuvre – Couverture – Menuiserie – Electricité - Plomberie.

◆ L'entrepreneur du lot Gros Œuvre installera un échafaudage commun en façade arrière sur cour pour toute la durée des travaux du chantier en hauteur.

Utilisateurs : Gros-Œuvre – Menuiserie - Peinture



## 8) Protections individuelles

Les entreprises sont tenues de fournir à leur personnel titulaire ou intérimaire, les moyens de protection individuelle nécessaire à l'exécution des tâches confiées et de les faire utiliser.

Sur le chantier, le port du casque et des chaussures de sécurité est obligatoire, ainsi que des masques adaptés aux tâches, des gants, des lunettes de sécurité et des protections auditives, suivant la nature des travaux en cours ou à réaliser.

### III MESURES DE COORDINATION

prises par le Coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.



#### 1) Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales

- L'entrée dans l'ouvrage devra être aménagée de manière à :
  - ☐ protéger les salariés contre tout risque de chute d'objet lié à des interventions au droit des façades,
  - ☐ permettre l'évolution des chariots, transpalettes et autres engins roulants pour faciliter les approvisionnements.
- Extérieur :
  - ☐ Les voies d'accès sont constituées par les voies publiques.
- Intérieur :
  - ☐ L'accès au chantier sera réalisé par la porte d'entrée en façade de l'immeuble.
  - ☐ L'accès aux locaux se fera par l'entrée et l'escalier existant.



#### 2) Conditions de manutention des différents matériaux et matériels

- Approvisionnement :
  - ☐ L'approvisionnement et la manutention des matériaux de gros œuvre seront réalisés mécaniquement.
  - ☐ Compte tenu du peu de zone de stockage et de zone de circulation disponible, certains matériaux pourront être approvisionné manuellement.
  - ☐ L'approvisionnement des éléments de couverture devra obligatoirement se faire mécaniquement à la charge du lot couverture.
  - ☐ L'approvisionnement et la manutention des matériaux de second œuvre pourra réalisés manuellement.
  - ☐ L'approvisionnement de la plâtrerie pourra être réalisé mécaniquement depuis la rue après obtention des accords des services de la municipalité.
- Moyens de levage et de manutentions :
  - ☐ Tout appareil de levage fixe ou mobile doit être en état et subir un contrôle annuellement par un organisme agréé;
  - ☐ Tout appareil de levage fixe doit être vérifié, après installation, par un organisme agréé;
  - ☐ Les appareils de manutention devront être correctement entretenus et les chargements devront respecter les consignes d'utilisation de ces engins. Ils comporteront une plaque indiquant la charge maximum soulevable en fonction de la distance.
  - ☐ Ils ne peuvent servir qu'à des opérations de transport et de manutention de matériels. Il est interdit de transporter du personnel, à moins que celui-ci ne soit été

spécialement conçu à cet effet.

☐ Tout appareil de manutention ou de levage devront obligatoirement être établis sur une surface d'appui plane et présentant une résistance suffisante. Leurs systèmes de stabilisation seront obligatoirement utilisés.

☐ Tout engin mobile comportera un klaxon de recul.

☐ Tous ces engins devront être guidés dans leurs manœuvres, les consignes de sécurité doivent être établies, affichées et suivies par le personnel. Les salariés conduisant les engins de levage devront être habilités

Les installations et utilisations de levage devront répondre aux exigences du titre 2 du décret du 8 janvier 1965.

☐ Aucun élément d'un engin ne pourra être situé à moins de 3 m d'une ligne électrique aérienne inférieure à 50 000 Volts, et à moins de 5 m d'une ligne électrique aérienne supérieure à 50 000 Volts.

L'utilisation en commun des moyens de levage est à privilégier, afin de limiter les interférences, sous réserve de respecter les règles suivantes :

- conduite par du personnel habilité,
- élinguage correct, avec du matériel adéquat et vérifié (Arrêté du 9 juin 1993),
- guidage par du personnel compétent.

- Manutentions manuelles des charges :

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles doivent rendre les mesures nécessaires en organisation et en matériel afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles (Décret du 3 septembre 92).

Charge maximum par homme : 35 Kg.

En cas de manutention à plusieurs, veiller à la bonne répartition des charges.



### 3) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux.

Les aires de déchargement et de stockage ne sont pas figées et devront être définies par chaque entreprise en accord avec le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur.

Les Entreprises veilleront à avoir des stockages stables, **clairement et physiquement délimités**. Compte-tenu du peu de place disponible, les stockages devront être réduits aux consommations journalières du chantier.



### 4) Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuations des déchets et des décombres.

Chaque entreprise sera chargée d'assurer **quotidiennement l'évacuation de ses gravois et déchets, ainsi que le nettoyage de ses zones de travail** et d'évacuer l'ensemble aux décharges publiques.





## 5) Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux

Chaque entreprise sera chargée d'assurer l'évacuation de ses matériaux dangereux et déchets industriels spéciaux (produits et emballages).

Les produits spéciaux dangereux (amiante, matériaux contaminés, plomb, etc...) seront évacués aux centres de retraitement après information auprès des services de la Préfecture, confinement et établissement d'un plan de retrait par des entreprises agréées.

L'entreprise proposera son plan de retrait au coordonnateur et au Maître d'œuvre avant sa diffusion aux organismes de prévention. L'entreprise titulaire présentera le mode opératoire dans son PPSP. L'entreprise appliquera l'ensemble des textes sur l'amiante en vigueur au moment de l'intervention.



## 6) Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation générale

La priorité des mesures de protection collective sera donnée sur les mesures de protection individuelle.

### a) Protections collectives

L'entreprise désignée aura à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives pendant toute la durée de leurs installations.

Tout corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement d'un élément des protections mis en place, doit prévoir d'assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen, doit prévoir un équipement de remplacement au moins équivalent et adapté à la réalisation de ses travaux, doit garantir une protection collective efficace, doit en assurer la maintenance et doit rétablir les protections initiales dès que possible.

◆ L'entreprise du lot Gros Œuvre demandera auprès des services de la Municipalité une autorisation de voirie pour l'emprise sur la voie publique pour toute la durée des travaux.

◆ A la suite de la dépose du complexe vitré de la cage d'escalier, l'entreprise du lot Gros Œuvre mettra en place des garde-corps provisoires en rive de trémie. Le garde-corps sera conservé jusqu'à la mise en place des protections définitives

Utilisateurs : ensemble des lots.

◆ A la suite de la dépose du complexe vitré de la cage d'escalier, l'entreprise du lot Gros Œuvre mettra en place une protection sur la verrière (type platelage) en sous-face du complexe vitré de la cage d'escalier. La protection sera conservée jusqu'à la mise en place des protections définitives (nouveau complexe vitré)

Utilisateurs : ensemble des lots.

◆ L'entreprise du lot Gros Œuvre mettra en place un garde-corps provisoire aux ouvertures ayant une allège de moins de 101 cm et d'une hauteur depuis le bas de la menuiserie jusqu'au niveau du sol extérieur supérieur à 150cm.

Utilisateurs : ensemble des lots.

◆ L'entreprise du lot Couverture mettra en place des protections en rives de toitures pour toute la durée des travaux en toiture.

Utilisateurs : Gros-Œuvre – Couverture – Menuiserie – Electricité - Plomberie.

◆ L'entrepreneur du lot Gros Œuvre installera un échafaudage commun en façade arrière sur cour pour toute la durée des travaux du chantier en hauteur.

Utilisateurs : Gros-Œuvre – Menuiserie - Peinture

#### **b) Echafaudages**

L'entrepreneur doit mettre à la disposition de son personnel des échafaudages convenables pour tout travail ne pouvant pas être exécuté sans risque. Les échafaudages fixes doivent être construits de manière à supporter les charges auxquelles ils sont soumis et ils doivent résister à la poussée des vents. Ils doivent être installés sur un sol plan.

Afin de permettre la mise en place des échafaudages, l'entreprise devra, au préalable, assurer le nettoyage et le nivellement des abords de façade sur toute la périphérie des ouvrages où la nature du terrain le nécessite, de manière à assurer une stabilité parfaite à l'échafaudage.

**Les échafaudages doivent posséder un plancher jointif couvrant la totalité de la surface ; le pourtour doit être protégé par un garde corps construit de deux lisses, l'une placée à 1 m, et l'autre à 0,45 m, et d'une plinthe à 15 cm de hauteur au moins.**

Les échafaudages mobiles doivent posséder un dispositif de blocage des roues.

#### **c) Travaux en hauteur**

L'ensemble des aires situées sous des postes de travail en élévation seront interdites au moyen d'un dispositif physique approprié.

#### **d) Divers**

Tous les fers en attente devront être soit crossés, soit capuchonnés

Les entreprises devront limiter l'utilisation des échelles et privilégier l'utilisation de plates-formes pour permettre un travail à hauteur. Il est rappelé que l'utilisation d'échelle est strictement limitée aux déplacements du personnel et ne doit en aucun cas constituer un poste de travail

#### **e) Installations électriques**

L'installation électrique du chantier est à la charge du lot électricité et sera réalisé conformément aux dispositions des normes NF C 15-100 et des articles R4215-1 à 17 du code du travail, ainsi que sa vérification.

Cette installation comprend une armoire de chantier avec les protections nécessaires dont 30 mA, coupure d'arrêt d'urgence, mise à la terre, éclairage et des prises de chantier.

Les réparations, suite à dégradation, seront réalisées par l'entreprise installatrice, au titre du corps d'état responsable (électricité).

La maintenance technique et le maniement des installations seront réalisés et à la charge de l'entreprise installatrice (électricité).

La maintenance et l'entretien de ces installations devront être prévus pendant toute la durée du chantier (électricité).

Toutes dispositions doivent être prises par l'entrepreneur et par des sous-traitants éventuels pour satisfaire aux dispositions du Décret N° 62.1454 du 14 novembre 1988 portant sur la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques.

En outre :

→ Les installations électriques devront posséder un niveau d'isolement approprié à la sécurité et être protégées au moyen de protections différentielles sensibles aux courants défaut, les protections des circuits terminaux étant assurés par des dispositifs de coupure dits "à haute sensibilité" (30mA).

→ les installations électriques de chantier seront au neutre mises directement à la terre avec coupure au premier défaut.

Il sera prévu un départ pour une armoire de distribution depuis l'armoire générale, cette prestation est à la charge du lot électricité.

Toute alimentation devra être tirée depuis l'armoire conçu à cet effet, et protégée par le différentiel de défaut placé à l'extérieur de l'armoire ou par tout autre système équivalent.

L'alimentation depuis l'armoire de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise.

Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval du coffret de distribution devront être, pour toutes les entreprises du type **H07 RNF** et ne pas avoir une longueur supérieure à **25M**.

L'outillage portatif électrique devra être en bon état et sera obligatoirement :

→ ou de classe III : TBT (tension nominale inférieure à 50 volts)

→ ou de classe II à double isolation.

Les baladeuses électriques de chantier seront obligatoirement à double isolement avec poignées isolantes de chantier.

#### **f) Petits matériels**

L'ensemble du matériel électrique, tel que perceuses, visseuses, meuleuses, scies, baladeuses...etc, devra impérativement être en bon état, posséder toutes ses sécurités, et porter soit la plaque de conformité au code du travail, soit la plaque de conformité C.E.

Dans le cas où le matériel ne comporte pas ces mentions, l'entrepreneur devra fournir la notice d'utilisation du constructeur.

## IV SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES

avec les activités ou personnes extérieures du chantier

L'ensemble des aires situées sous des postes de travail en élévation seront interdites au moyen d'un dispositif physique approprié.

Les entreprises devront en permanence laisser libre l'accès au centre des Finances Publiques



### 1) Clôture et fermeture

☐ L'entrepreneur du lot Gros Œuvre affichera les panneaux "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC" et "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" de telle sorte que l'information soit claire.

- Clôture :

☐ L'entrepreneur du lot Gros Œuvre installera une clôture de chantier à l'extérieur sur une partie de la façade. Une clôture sur la rue sera installée en pied d'échafaudage, lorsque celui-ci sera monté (déposer autorisation de voirie).

**Le chantier sera obligatoirement refermé et clos en fin de journée.**

Toutes mesures devront être prises par les entreprises pour interdire l'accès au chantier aux personnes non autorisées.



### 2) Zone de protection en dehors des limites du chantier

L'entreprise du lot Gros Œuvre mettra en place **des panneaux de signalisation sur la voie publique**, ainsi que de cônes afin de prévenir de l'entrée du chantier et le passage et sortie de véhicules.

Les véhicules ne resteront pas devant le chantier afin de ne pas gêner la circulation et devront être correctement stationnés.

Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire de lot concerné devra mettre en place les mesures de protections nécessaires (filets, platelage, etc.) afin d'assurer la sécurité des aires situées sous les zones de travail et en assurera l'entretien et le démontage en fin d'intervention.

Si la pose d'un échafaudage au droit du bâtiment est nécessaire, cet échafaudage sera tendu d'une bâche armée ou de filets de protection à mailles fines.

## V MESURES GENERALES POUR LA SALUBRITE DU CHANTIER

Chaque entreprise sera chargée d'assurer **quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail** et d'évacuer l'ensemble de ses déchets aux décharges publiques.

Dans le cas où une entreprise ne respecterait pas le principe de nettoyage de sa zone de travail, le Maître d'oeuvre ou le Coordonnateur pourront alors demander à une entreprise de se substituer à l'entreprise défaillante aux frais de celle-ci.

Les entreprises utilisant des produits polluants ou toxiques auront à leur charge l'évacuation de ces produits et de leur contenant vers une décharge agréée.

Les feux ouverts ou braseros seront interdits.

Chaque entreprise sera chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage des voies publiques souillées par son activité.

- Electricité :

☐ Le raccordement se fera sur le réseau EDF.

☐ L'entrepreneur du lot Electricité réalisera l'installation de chantier comprenant les branchements des locaux communs et privés, et une armoire de chantier avec les protections nécessaires, mise à la terre et des prises de chantier. A l'avancement des travaux, il sera mis en place des armoires de distribution (1 à chaque logement) depuis l'armoire générale.

- Eau :

☐ L'entrepreneur du lot Plomberie mettra en place un robinet de chantier à extérieur et réalisera les raccordements des locaux communs et privés.

## VI RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS

Les entreprises devront en permanence laisser libre l'accès au chantier.

Chaque entreprise doit disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, et elle devra afficher les numéros de téléphone d'urgence.

Contenu minimum de cette trousse de secours de premiers soins:

- ~ Coussin hémostatique type chut .....01 unité
- ~ Couverture isotherme .....01 unité
- ~ Echarpes de toile .....02 unités
- ~ Sacs plastiques de 0.25X0.15 ml .....02 unités
- ~ Epingle de sûreté .....12 unités
- ~ Compresses grand modèle 0.30X0.30ml .....20 unités  
sous conditionnement individuel
- ~ Pansements auto-adhésifs .....10 unités  
(assortiment sous conditionnement individuel)
- ~ Bandes de gaze élastiques de type Nylex  
Dimensions 3.00X0.07ml .....03 unités  
Dimensions 3.00X0.10ml .....03 unités
- ~ Bande de toile non extensive pour contention .....01 unité  
dimensions 4.00X0.10ml
- ~ Flacons compte gouttes pour détergent antiseptique .02 flacons de 125 ml  
Type Septivon, Héxomédine ou autre.
- ~ Sparadrap déchirable dimensions 5.00X0.02 ml.....02 unités
- ~ Liquide de bain oculaire type Dacryosérum.....01 flacon de 125 ml
- ~ Pince à échardes .....01 unité
- ~ Paire de ciseaux à bouts ronds .....01 paire
- ~ Sachet de gants à usage unique.....01 sachet de 10 unités
- ~ Carte téléphonique + petite monnaie pour téléphoner

## **CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT**

### ***1) Protéger la victime***

Faire cesser le risque  
Poster une personne en surveillance  
Baliser la zone dangereuse

### ***2) Alerter les secours***

en mentionnant:        l'adresse exacte du lieu de l'accident  
                                 les circonstances de l'accident  
                                 l'état et le nombre de victimes  
                                 l'accès des lieux et points de repère.  
                                 ne jamais raccrocher le téléphone le premier.

### ***3) Prévoir l'accueil des secours***

Envoyer quelqu'un pour guider les secours  
Dégager tous les accès jusqu'à la victime

### ***4) Prendre les mesures***

pour que l'accident ne se renouvelle pas.

Les entreprises devront, dans les 24 heures qui suivent tout accident, prévenir le coordonnateur S.P.S., le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre.

### **Liste des accidents les plus courants et précautions à prendre :**

☞ Electrocuton: ne pas toucher le blessé ou à tout objet métallique en contact avec lui, tant que le courant n'est pas coupé.

☞ Eboulement : vérifier avant d'approcher qu'un autre éboulement ne risque pas de se produire.

☞ Choc par un objet : (soit par la chute d'un objet, soit par un mouvement mécanique) ne pas déplacer le blessé. celui ci peut avoir une rupture de la colonne vertébrale ou d'autres organes atteints.

☞ Chute de hauteur : même précaution que pour les chocs.

## **VII MODALITES DE COOPERATION**

entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Aucune sécurité ne sera démontée sous prétexte de fin de chantier, si elle peut servir à un autre corps d'état. Dans le cas où malgré tout des sécurités seraient démontées, la remise en place sera effectuée par ou au frais de l'entreprise concernée.

**CADRE PROPOSE POUR  
LE PLAN PARTICULIER  
de SECURITE et PROTECTION DE LA SANTE  
DES ENTREPRISES  
(Art. L. 235-7 du code du travail)**

MAÎTRE DE L'OUVRAGE :     **SA SOLIHA BLI SO**

REHABILITATION et AMENAGEMENT DE 4 LOGEMENTS :

19, Rue de la Somme  
17430 TONNAY CHARENTE



# **I                    RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

## **1.1    Renseignements relatifs à l'opération:**

Nom du Chantier:                    Logement ancien IMMPRO

Adresse:                                19, Rue de la Somme  
17430 TONNAY CHARENTE

Maître d'Ouvrage:                    **SA SOLIHA BLI SO**  
représentée par Jérôme BE TRACQ, directeur administratif et  
financier  
30, Place Pey Berland  
33000 BORDEAUX  
Tel : 09.74.76.71.36  
[j.betracq@solihha.fr](mailto:j.betracq@solihha.fr)

Maître d'Oeuvre:                    **SOLIHA CHARENTE MARITIME – DEUX-SEVRES**  
110, Grande Rue  
17180 PERIGNY  
Tél : 05.46.07.49.92 - Fax : 05.46.07.49.86  
[contact.charentemaritime@solihha.fr](mailto:contact.charentemaritime@solihha.fr)

Coordonnateur:                    **SOLIHA CHARENTE MARITIME – DEUX-SEVRES**  
110, Grande Rue  
17180 PERIGNY  
Représenté par Jean-Claude SIMON  
Tél : 05.46.07.49.92 - Fax : 05.46.07.49.86  
[contact.charentemaritime@solihha.fr](mailto:contact.charentemaritime@solihha.fr)

## **1.2    Renseignements relatifs à l'entreprise:**

Lot et désignation:

Nature des travaux:

Titulaire:  
(si vous intervenez comme sous-traitant, précisez pour quelle entreprise)

Raison sociale:

Adresse:

Téléphone:

Télécopie:

Sous-traitant(s) - Identification, coordonnées et travaux confiés:

1:

2:

3:

Durée probable des travaux:  
(aux différents stades du chantier)

Date de début de l'intervention:

Date de fin:

Horaires de travail de l'entreprise:

Effectif prévisionnel de l'entreprise:  
(aux différents stades du chantier)

Nom du responsable de l'entreprise sur le chantier:

Nom du responsable de l'entreprise chargée de la sécurité sur le chantier:

## **II                    RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION DU CHANTIER**

### **2.1    Dispositions relatives aux secours**

Nombre et liste des secouristes de l'entreprise présents en permanence sur le chantier:

Matériel médical présent sur le chantier:

Dispositions prises pour assurer le transport des blessés à l'hôpital et pour informer la direction:

### **2.2    Mesures prises pour assurer l'hygiène**

Description des installations mises à disposition du personnel et date de mise en service prévue pour les installations:

### **2.3 Matériel et équipement de sécurité**

Equipements de protection individuel:

Lutte contre l'incendie:

Nuisances (bruit, poussière, etc.):

Devez-vous modifier des protections existantes et mesures compensatrices:

**III     PROCEDES ET MODES OPERATOIRES**  
(dont notamment les travaux à plus de 3 mètres de hauteur)

**IV     ANALYSE DE RISQUES ET**  
**MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX**  
**INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER**

TACHES	MODE OPERATOIRE	ANALYSE DES RISQUES			
		EVALUATION DES RISQUES			MOYENS DE PREVENTION MIS EN PLACE
		1 - RISQUES PROPRES  De l'entreprise sur ses propres salariés	2 - RISQUES EXPORTES  De l'entreprise sur les salariés des autres intervenants	3 - RISQUES IMPORTES  A - Des autres intervenants sur les salariés de l'entreprise  B - Des risques liés au chantier et son environnement	
<i>(exemple): tranchée</i>	<i>tracto-pelle</i>	<i>electrocution   enfoncement évolution de l'engin</i>	<i>chutes</i>	<i>B - circulation</i>	<i>conduite par du personnel habilité guidage par du personnel compétent connaissance du sol et des réseaux en place blindage pose de garde-corps balisage de la zone de travail</i>

[illegible]

V

**CONSIGNES DIVERSES**

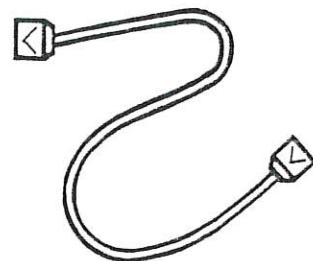
Fait par  
Signature et cachet de l'entrepreneur

## ANNEXES



# Mémo-pratique

Brancher un outil ou un matériel portatif électrique est devenu un geste automatique, presque un réflexe, auquel on ne porte plus aucune attention. Et pourtant !... Les conditions d'environnement du chantier agressent les matériels — câbles, prises de courant, connecteurs, outils... — et la qualité de l'entretien des matériels ou de l'installation n'est pas toujours au niveau requis. Sans en avoir conscience, vous pouvez être parfois en situation de danger mortel. Pensez-y toujours et ayez le réflexe d'installer votre propre protection électrique individuelle.



## Adaptateur, prolongateur et coffret portatif différentiels

Tout branchement terminal destiné à alimenter des appareils mobiles ou portatifs doit être protégé par un dispositif différentiel à haute sensibilité (voir mémo-pratique G1 M 04 87). Si un tel dispositif n'est pas intégré à l'installation en amont du socle de la prise de courant sur laquelle on vient se raccorder, ou si on n'est pas sûr de sa présence ou de sa qualité, il faut en installer un soi-même.

Les matériels décrits ci-après, destinés à être incorporés entre le point de branchement et le cordon d'alimentation de l'appareil, permettent de le faire aisément.

### Adaptateur différentiel

Appareil monobloc en matière isolante, de la taille d'une grosse boîte d'allumettes, constitué (fig. 1) :

- d'une fiche de prise de courant 2 P + T 10/16A ;
- d'un interrupteur différentiel à haute sensibilité (en général  $I \Delta n = 10 \text{ mA}$ ) ;
- d'un socle de prise de courant 2 P + T 10/16A.

Il s'interpose par enfichage entre une prise de courant et le branchement du récepteur.

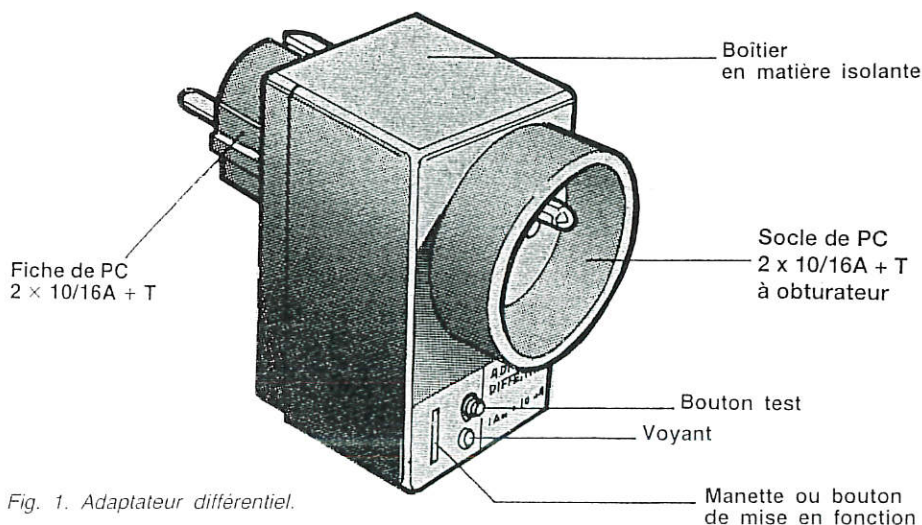


Fig. 1. Adaptateur différentiel.

Réédition 1997 : les éditions précédentes restent valables.

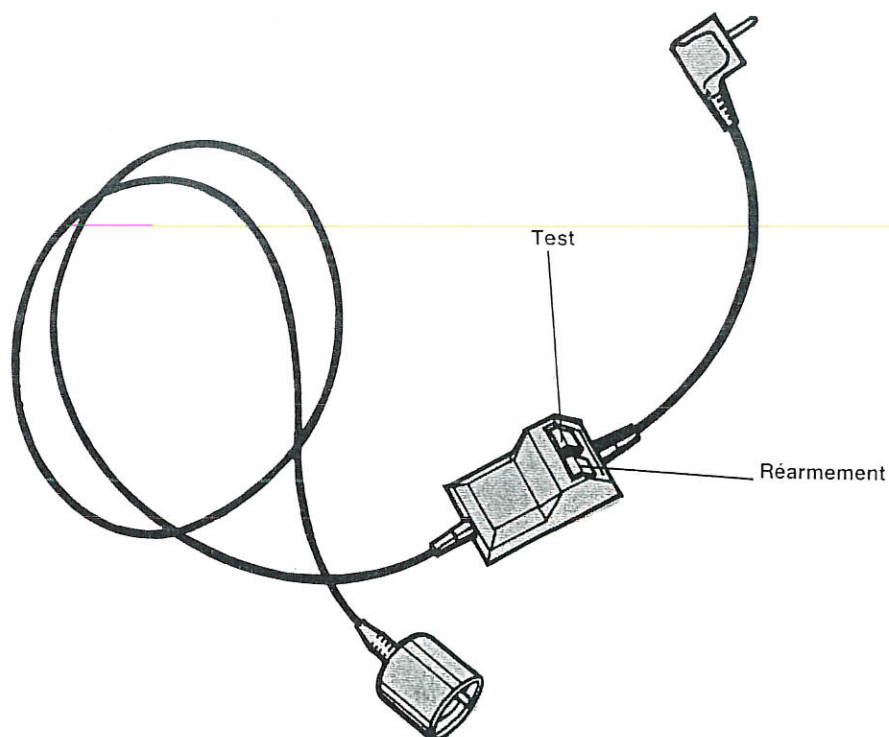


Fig. 2. Prolongateur différentiel.

NOTA. La plupart des adaptateurs commercialisés possèdent en outre :

- une protection contre l'enfichage unipolaire (socle de prise de courant muni d'obturateurs, type « à éclips ») ;
- une sécurité à manque de tension empêchant les remises en marche intempestives, l'adaptateur se remettant automatiquement en position « 0 » à la suite d'une coupure de courant.

### Prolongateur différentiel

Appareil aux caractéristiques électriques identiques à celles d'un adaptateur, mais qui se présente sous la forme d'un cordon prolongateur au milieu duquel a été incorporé un interrupteur différentiel à haute sensibilité (fig. 2). Il s'utilise de la même manière que l'adaptateur. Il est souhaitable que cet ensemble possède

toutes les caractéristiques des cordons prolongateurs de chantier (voir mémo-pratique G4 M 03).

## Coffret portatif différentiel

Matériel constitué d'un coffret métallique ou en matériau isolant muni d'une poignée et sur lequel sont fixés ou incorporés 2 ou 3 socles de prises de courant  $2 \times 10/16A + T$  (fig. 3).

Ces socles de prises de courant sont protégés par un interrupteur ou un disjoncteur différentiel à haute sensibilité ( $I \Delta n = 10 \text{ mA}$  ou  $30 \text{ mA}$ ) monté à l'intérieur du coffret et dont le bouton de commande et le bouton test sont accessibles de l'extérieur. Le raccordement sur l'installation existante se fait par l'intermédiaire d'un cordon de branchement à câble H 07 RNF 3 conducteurs (P + N + PE) fixé à demeure sur le coffret et muni d'une fiche terminale 2 P + T.

## Avantages et inconvénients

- Les adaptateurs et les prolonga-

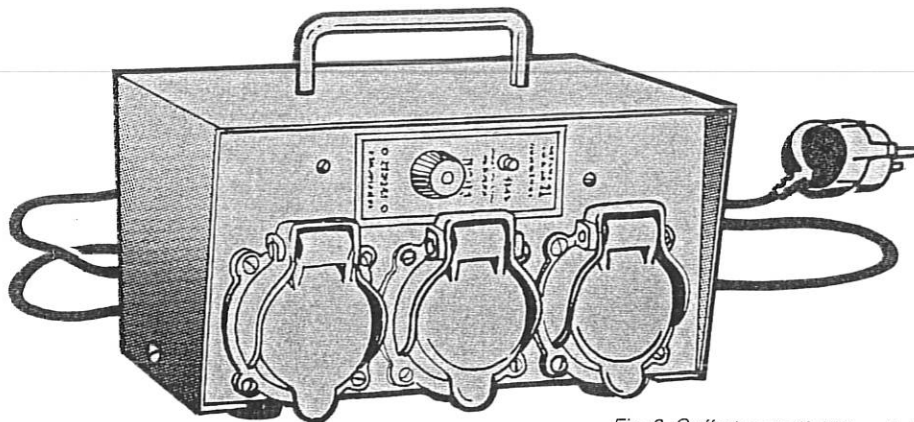
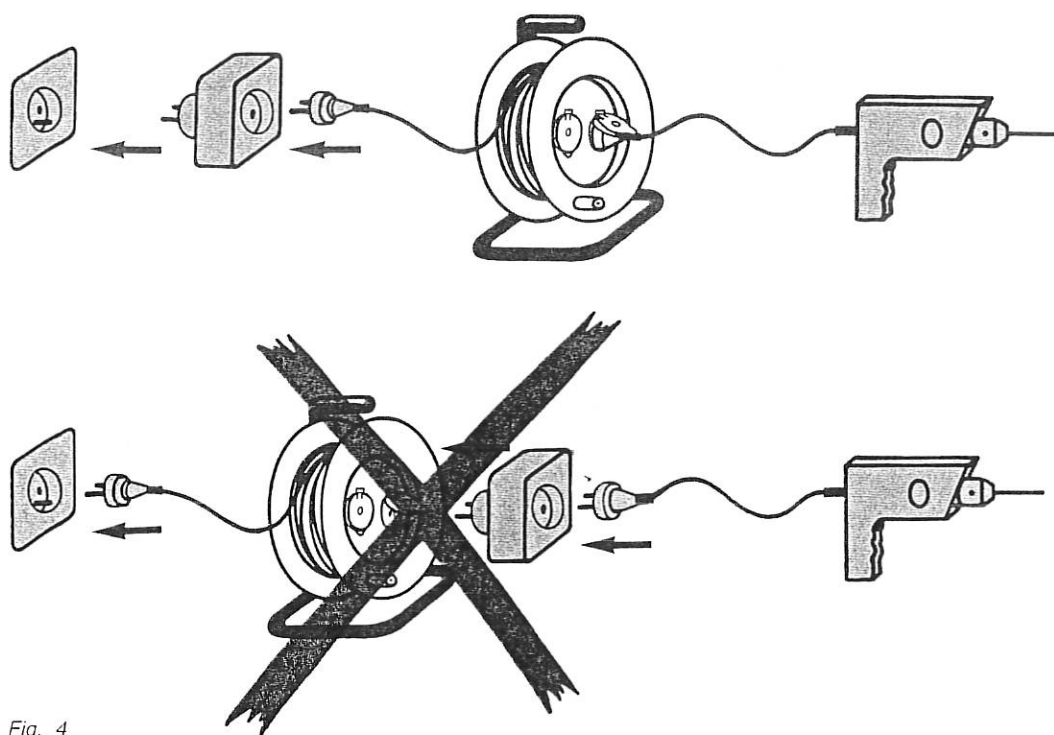


Fig. 3. Coffret portatif différentiel.

teurs, d'un encombrement très réduit, peuvent très facilement faire partie de la dotation individuelle de chaque salarié.

- Les coffrets permettent le branchement simultané de plusieurs récepteurs sans autre accessoire.
- L'installation de ces appareils en tous points du chantier nécessite

qu'ils possèdent les degrés de protection IP 44 et qu'ils résistent à des énergies de chocs d'au moins 6 joules. Si ce n'est pas le cas, il faut limiter leur utilisation aux lieux protégés des intempéries et des chocs importants (risque de blessure mécanique). (Adaptateur et prolongateur, notamment).



**Remarque importante :** Chaque appareil de protection doit être installé le plus près possible de la prise de courant de l'installation fixe sur laquelle on se branche (éviter, par exemple, d'interposer un enrouleur entre la prise et le protecteur - fig. 4), car, sinon, le risque présenté par un enrouleur défectueux (par exemple) ne serait pas pris en compte par l'appareil de protection. Ce dernier ne protège que les parties d'installation situées en aval.

Fig. 4

## RÉGLEMENTATION :

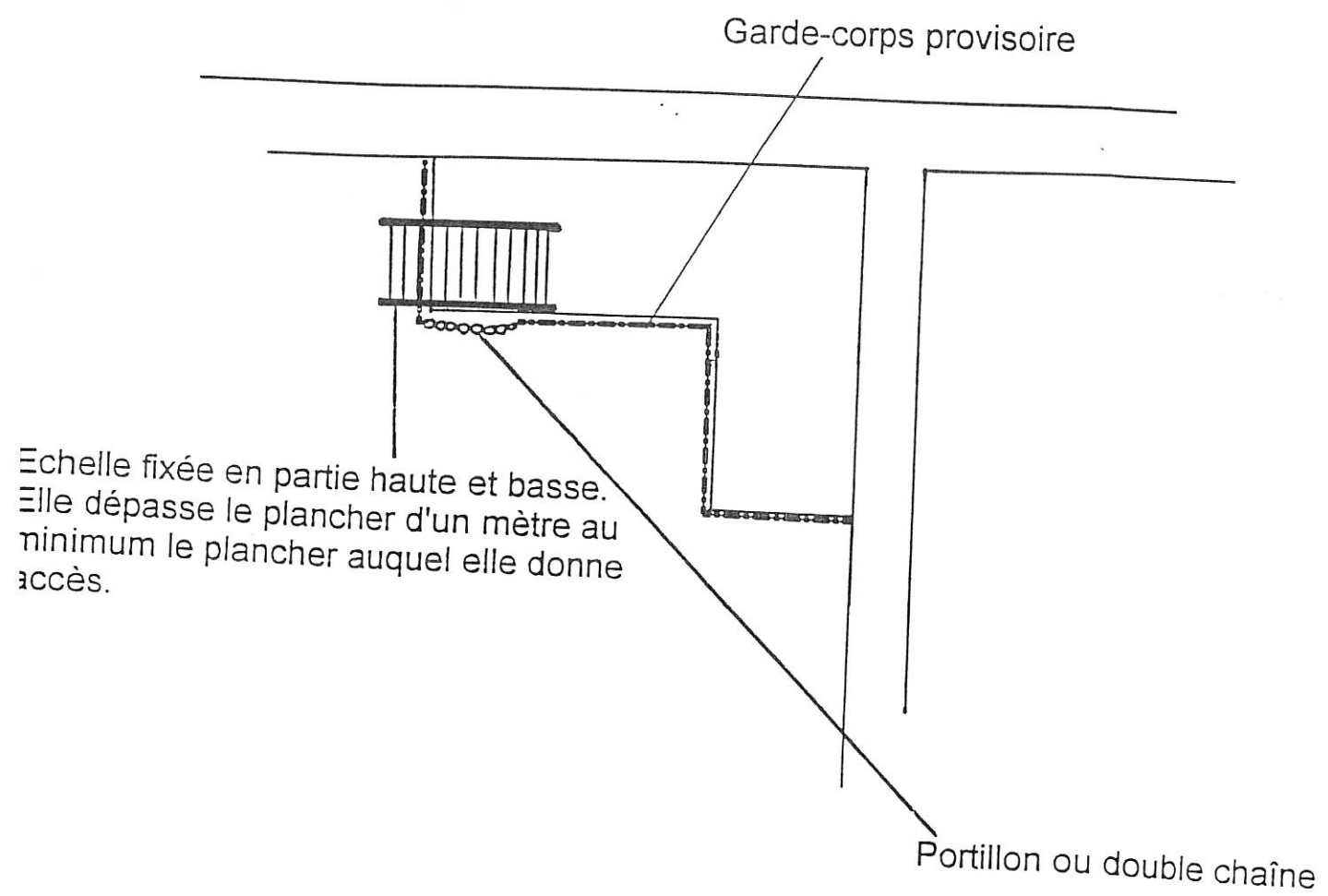
Décret du 14 novembre 1988.

### DOCUMENTS A CONSULTER :

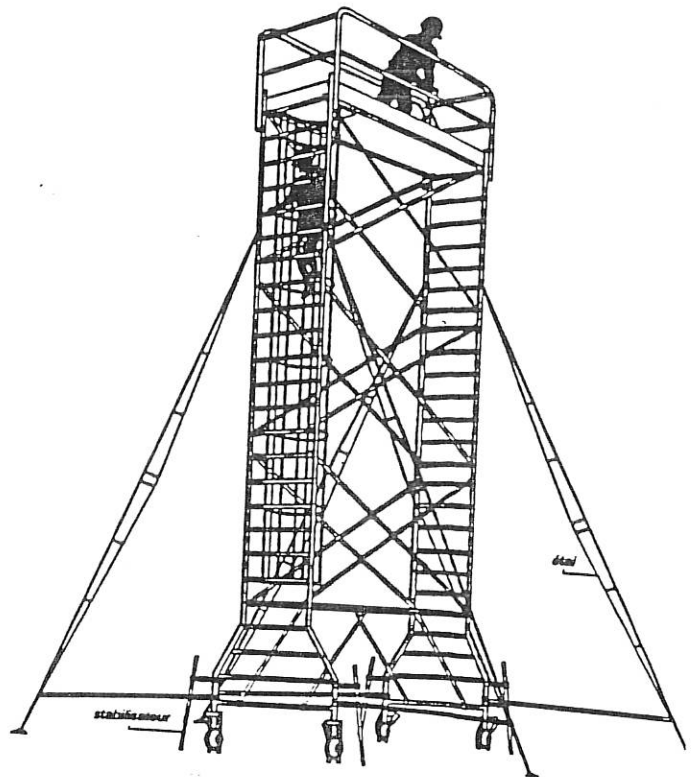
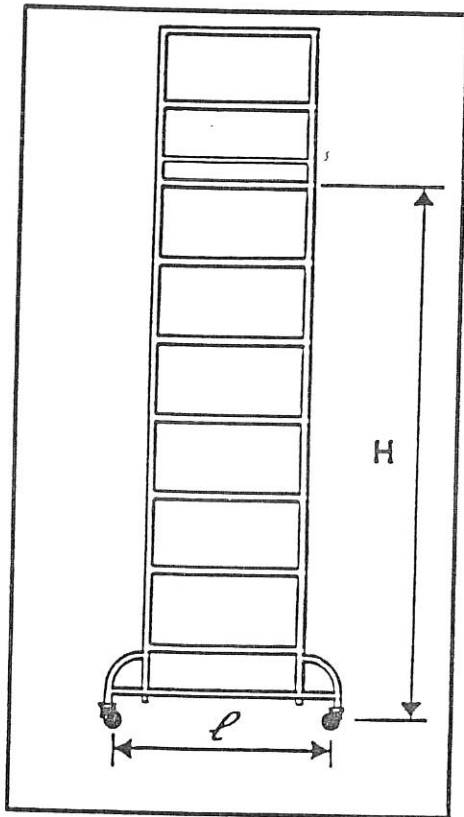
- Mémo-pratique : G4 M 03 (Le cordon prolongateur)
- Mémo-pratique : G1 M 04 (Les dispositifs différentiels résiduels).

- Norme NF C 15-100 de mai 1991 et additifs de décembre 1994 et décembre 1995
- Norme UTE C 60 - 130 de novembre 1970; éditée par l'Union Technique de l'Electricité, Cedex 64, 92052 Paris-La-Défense

# PROTECTION DES TREMIES D'ESCALIERS



# ECHAFAUDAGE ROULANT



Les échafaudages roulants sont soumis aux mêmes règles que les échafaudages fixes, complétées par les points suivants :

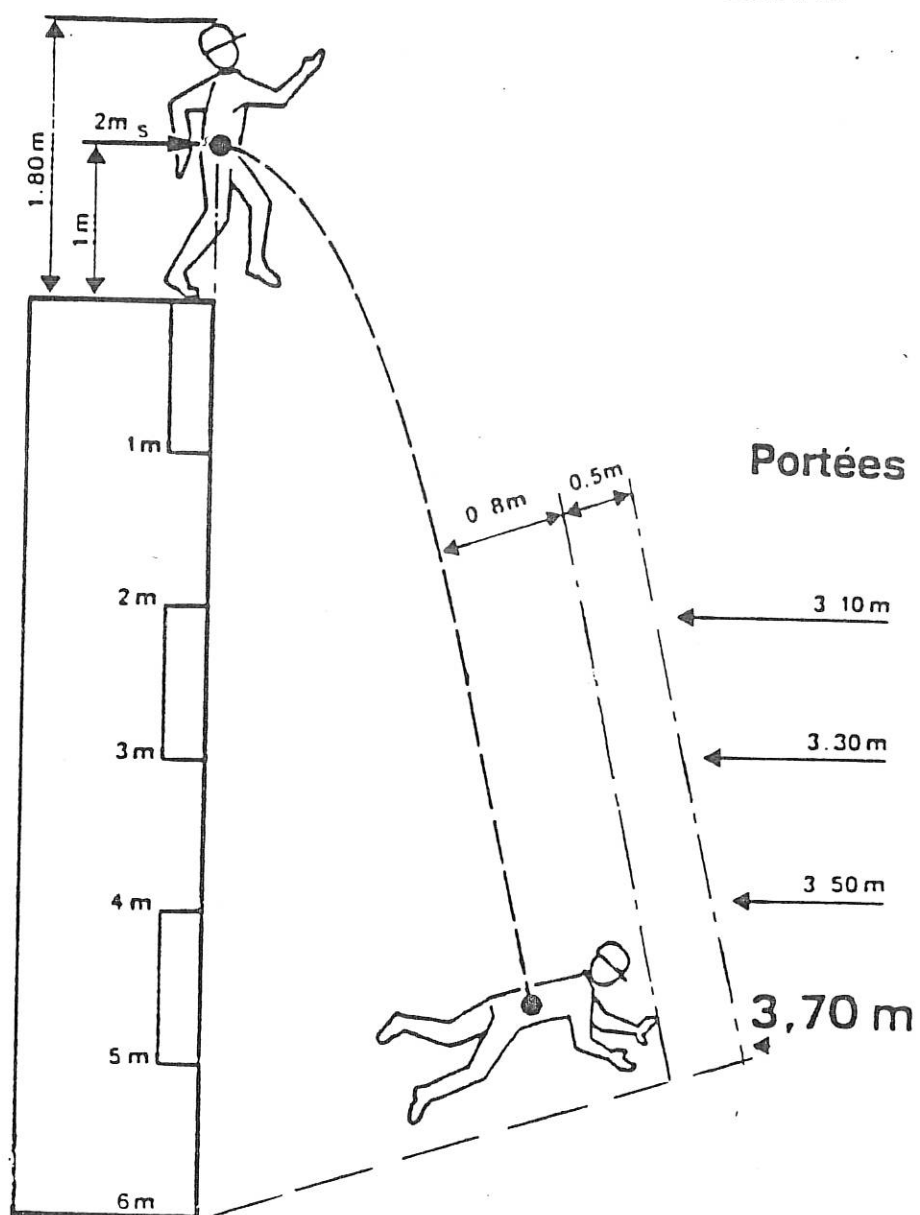
- Les roues comporteront des freins.
- Sa stabilité sera assurée par des étais ou stabilisateurs selon les règles suivantes :

$\frac{H}{L} \leq 3.5$  Lorsqu'il n'est pas amarré sur sa hauteur

$\frac{H}{L} \leq 7$  lorsqu'il est amarré à une construction sur sa hauteur

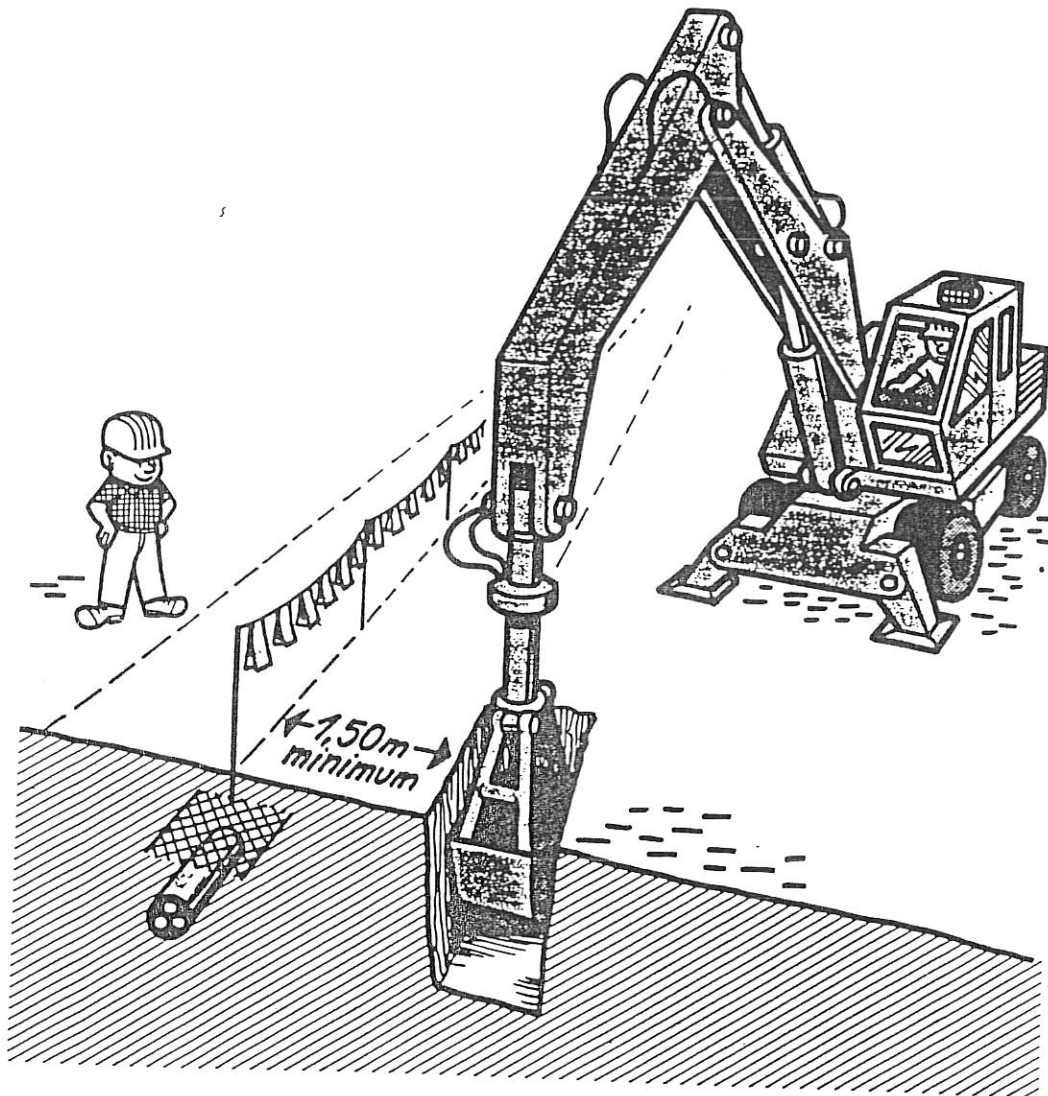
H = Hauteur du platelage (voir schéma)  
L = Largeur de la base (voir schéma)

## TRAJECTOIRE D'UN ACCIDENTÉ





## TRANCHEE A PROXIMITE DE CANALISATION ELECTRIQUE



- 1) Faire un repérage soigné des canalisations et des installations
- 2) Faire un balisage très visible à l'aide de fanions, peintures, pancartes,...
- 3) La tranchée sera exécutée à 1 m 50 minimum de la canalisation électrique.

## EXEMPLE DE PERMIS DE FEU

**DEMANDEUR :**  
(Chef d'entreprise ou son représentant)

Signature :

**EXÉCUTANT :**  
(Responsable de l'intervention)

Signature :

**ENTREPRISE EXECUTANTE :**

Date :

### TRAVAIL A EXECUTER

Références de l'ordre de travail :

Date de début des travaux :

Durée d'exécution des travaux :

Désignation des travaux :

Découpage ☐

Soudure électrique ☐

Autres travaux :

Soudure au chalumeau ☐

### CONDITIONS D'EXECUTION

Date :

Par qui ?

Délimitation de la zone de danger :

Retrait des produits inflammables :

Protection des éléments combustibles fixes :

Mise en place des moyens de lutte appropriés :

Risques particuliers	Précautions à prendre

### ALERTE EN CAS D'INCENDIE OU D'ACCIDENT

Emplacement des moyens d'alerte :

Au téléphone appeler le n°

*Préciser :* - le lieu

- la nature du sinistre ou de l'accident

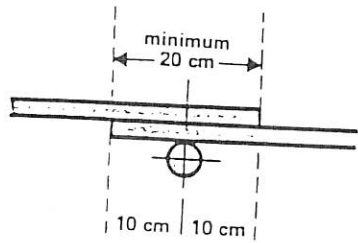
*Dans tous les cas :*

- ne raccrochez pas le premier

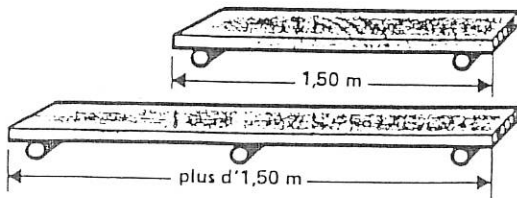
- prévoyez des personnes pour diriger les secours

# ECHAFAUDAGE FIXE

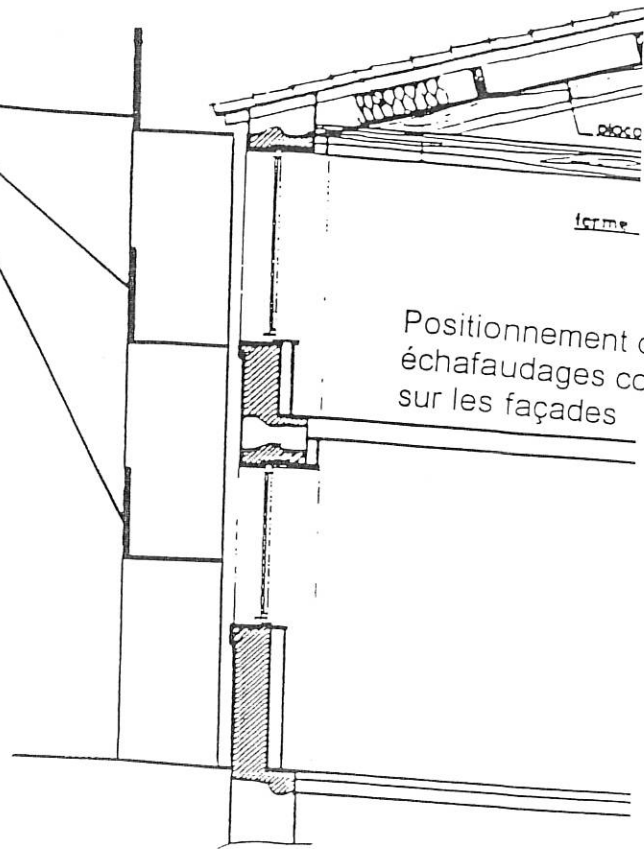
gardes-corps



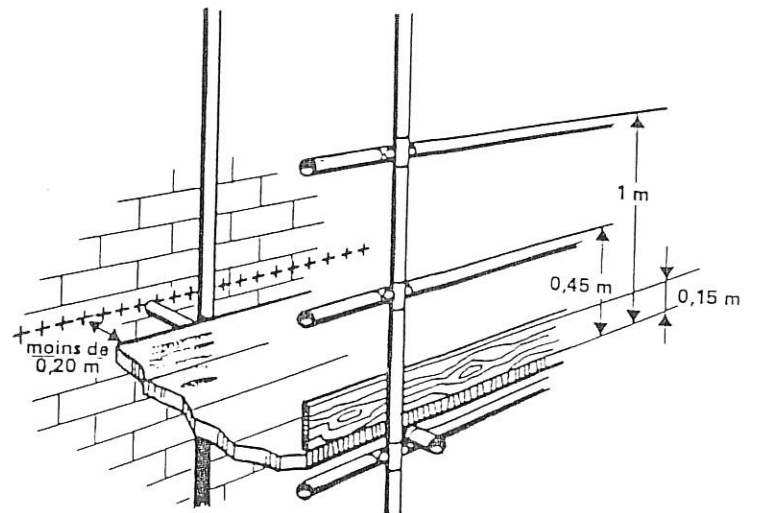
Recouvrement des supports de platelage



Entraxe des supports de platelages



Positionnement des échafaudages communs sur les façades



Positionnement échafaudages platelages et gardes-corps.

- Les échafaudages seront posés sur un sol propre et porteur. Ils devront répondre aux règles suivantes :

- Le platelage fera la largeur totale de l'échafaudage
- Le recouvrement des platelages sera au minimum de 20 cm (voir schéma)
- Les supports de platelage ne seront pas disposés à plus de 1 m 50 les uns des autres (voir schéma).
- Les gardes-corps feront une hauteur minimum de 1 m et comporteront 2 lisses et plinte (voir schéma pour positionnement)
- L'échafaudage sera correctement fixé aux murs et distant d'au moins 20 cm de celui-ci.

Lors des opérations en couverture et charpente, il sera ajouté un panneau bois au let devant le garde corps supérieur.





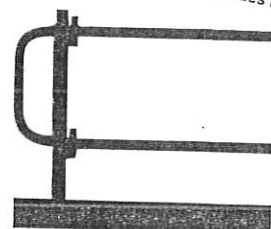
La protection contre les chutes de hauteur en rive de dalle des bâtiments en construction doit être assurée, soit par la construction, soit par un garde-corps provisoire. Dans ce dernier cas, il y a lieu de mettre en place des montants de garde-corps conformes à la norme NF P 93-340.

Pour assurer une protection efficace, les montants de construction industrialisée doivent posséder certaines caractéristiques de géométrie et de résistance spécifiées dans la norme et rappelées dans ce document.

L'objet du présent mémo-pratique est de faciliter aux professionnels le choix, l'installation, l'utilisation et l'entretien de ces montants (ou « potelets »).

### ATTENTION !

Les références réglementaires citées dans ce document antérieures à la transposition, actuellement en cours, en français des directives européennes. Ces références seront mises à jour au fur et à mesure de la publication des nouveaux textes réglementaires.



## Les montants de garde-corps provisoires de chantier

### TYPES DE MONTANTS

Les montants de garde-corps se distinguent par le mode de fixation à la dalle. Trois types de matériels sont couramment utilisés :

#### Type A

Le montant s'enfile dans un fourreau préalablement scellé dans la dalle ou, éventuellement, dans une réservation faite directement dans le béton (fig. 1).

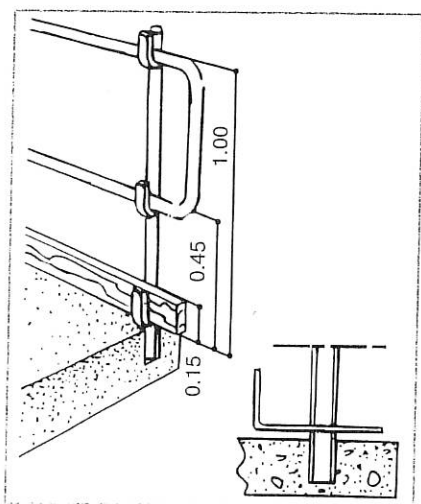


Fig. 1 - Dispositif de fixation par enfilage dans une réservation.

#### Type B

Le montant comporte, en pied, deux profilés parallèles et entretoisés qui permettent une fixation par ancrage dans la dalle (fig. 2).

Ce dispositif rend possible la mise en place de garde-corps réglables par rapport à la rive de dalle (utilisation pour la pose notamment :

- des éléments préfabriqués de façade,
- des garde-corps définitifs de balcons.

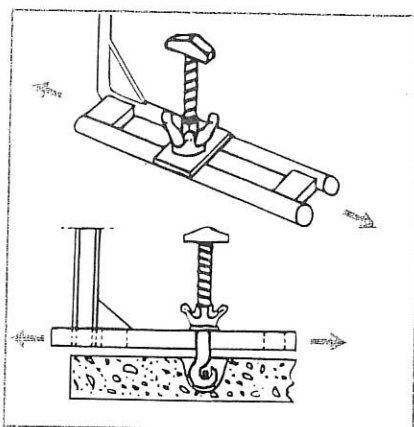


Fig. 2 - Dispositif de fixation par ancrage dans la dalle (ne doit pas être fabriqué sur chantier, mais par un fabricant spécialisé).

#### Type C

Le montant comporte, en pied, une pince destinée au serrage en bord de dalle à l'aide d'une tige filetée (fig. 3).

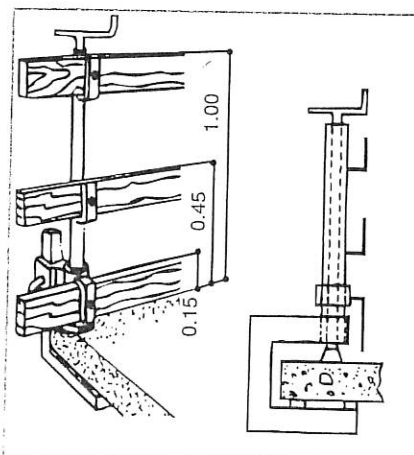


Fig. 3 - Dispositif de fixation par pincement de la dalle.

### ÉQUIPEMENTS DES MONTANTS

Les montants doivent être équipés de supports permettant la fixation efficace de deux lisses et d'une plinthe. Ces supports doivent pouvoir être placés du côté plan de travail, lors de l'utilisation des montants. Les règles à respecter pour l'installation de la plinthe et des lisses sont les suivantes :

- la plinthe doit avoir 0,15 m de hauteur et être pratiquement appuyée sur le sol (fig. 3 et 4),
- la sous-lisse doit être à 0,45 m au-dessus du sol,
- la lisse supérieure doit être à 1,00 m au-dessus du sol.

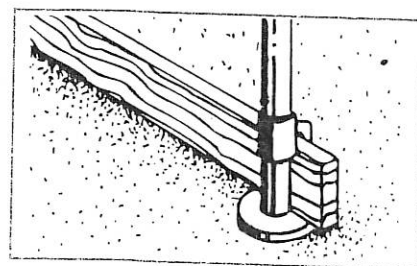
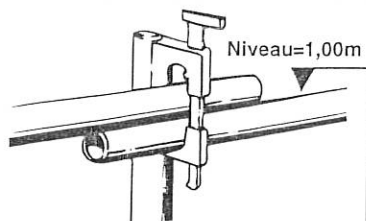


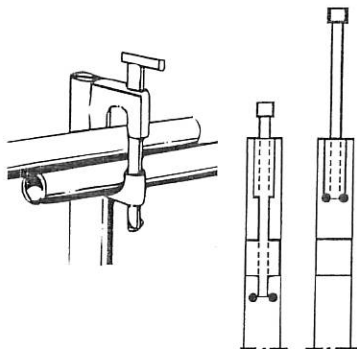
Fig. 4 - Un porte-plinthe coulissant et orienté pointe en bas permet la mise en place de la plinthe au ras du sol.

La fixation des lisses et des plinthes sur les montants doit empêcher ces dernières de sortir de leur logement ou de coulisser inopinément en cours d'utilisation (fixation par pointage, blocage, etc., voir fig. 5). Par ailleurs :

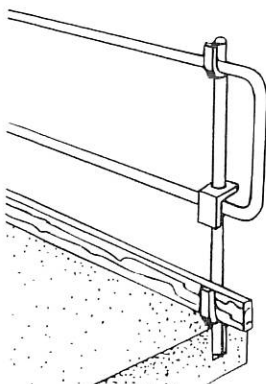
- la continuité de la protection en travée, angles, rampe d'escalier, doit être assurée soit par chevauchement des lisses au droit des montants, soit par des dispositifs de jonction, soit par tout autre système d'une efficacité au moins équivalente,
- les supports de lisses sont conçus pour résister aux efforts transmis par



5 a : S'il s'agit d'un bloqueur à clavette, celle-ci doit être rendue « imperdable » par un dispositif de préférence autre qu'une chaînette. Les supports de lisses doivent permettre le chevauchement de celles-ci.



5 b : Variante de clavette « imperdable ».



5 c : Variante de supports de lisses, dans le cas de lisses jumelées en panneau.

les lisses ainsi qu'aux petits chocs de chantier. Une légère déformation des supports de lisses, après un essai de résistance, est acceptable. Toutefois, elle ne doit pas être telle qu'elle empêche une fixation normale des lisses ou diminue leur résistance.

## RÉSISTANCE DES GARDE-CORPS

Les garde-corps prescrits par le décret du 8 janvier 1965 et leurs éléments doivent être rigides. Ils doivent avoir une section suffisante compte tenu de la nature des matériaux.

### Les garde-corps à lisses métalliques

Les efforts auxquels les garde-corps à lisses métalliques doivent résister sont définis par la norme AFNOR NF P 93-340.

Il s'agit de 2 essais globaux qui éprouvent simultanément les lisses, leurs fixations et les montants de garde-corps.

Un garde-corps métallique préfabriqué, quelle que soit sa portée doit résister séparément à :

- a) une charge ponctuelle de 300 N sans flèche élastique supérieure à 35 mm, et,
- b) une charge ponctuelle de 1 250 N sans rupture ou désassemblage et sans engendrer un déplacement en tout point de plus de 200 mm par rapport à la position initiale.

Les 2 charges ci-dessus doivent être appliquées séparément dans la position la plus défavorable horizontalement ou sous un angle quelconque vers le bas :

- pour les GCMPC constitués d'éléments séparables, au milieu de la lisse supérieure ou à l'extrémité des porte-à-faux et au sommet d'un potelet,
- pour les GCMPC indissociables, aux endroits estimés les plus défavorables.

### Les garde-corps à lisses en bois

Les règles sont les mêmes que précédemment en ce qui concerne les montants métalliques.

Par contre, les lisses en bois doivent résister à des efforts nominaux plus importants. En effet, le bois n'ayant pas de limite élastique, sa limite de résistance est vérifiée à la rupture, valeur qui varie notamment en fonction de son degré d'humidité (voir fiche B1 F 01).

## UTILISATION

Les montants doivent avoir une finition suffisante pour être manipulés à mains nues sans risque de blessures.

La mise en place et le retrait des montants doivent normalement être exécutés à l'abri d'une autre protection. Il faut donc veiller à la compatibilité du système de protection utilisé avec le mode opératoire de construction.

Il est souhaitable, notamment pour certains types de travaux, que les montants de garde-corps ne puissent pas se soulever inopinément. La fixation du montant à la dalle devra donc être complétée par un dispositif anti-décollement, suivant le cas.

## ENTRETIEN

Il convient de respecter les consignes suivantes :

- vérifier périodiquement le matériel, notamment après chaque utilisation,
- mettre au rebut et détruire les montants tordus. Ceux-ci, en effet, ne doivent jamais être redressés, car, s'il en était ainsi, leur métal, écroui par cette manœuvre, ne pourrait plus alors absorber l'énergie nécessaire,
- vérifier l'état des supports et des « bloqueurs » de lisses, ainsi que celui des tiges filetées (cas des montants à pince du type C),
- graisser périodiquement les parties mécaniques,
- surveiller l'état de la protection anti-rouille. Lorsque celle-ci ne recouvre pas la partie intérieure des tubes, veiller à ce que l'épaisseur résiduelle du métal demeure suffisante,
- remplacer les pièces défectueuses, en particulier les clavettes et les dispositifs destinés à les rendre imperdables.

Fig. 5 - Blocage des lisses.

## RÉGLEMENTATION

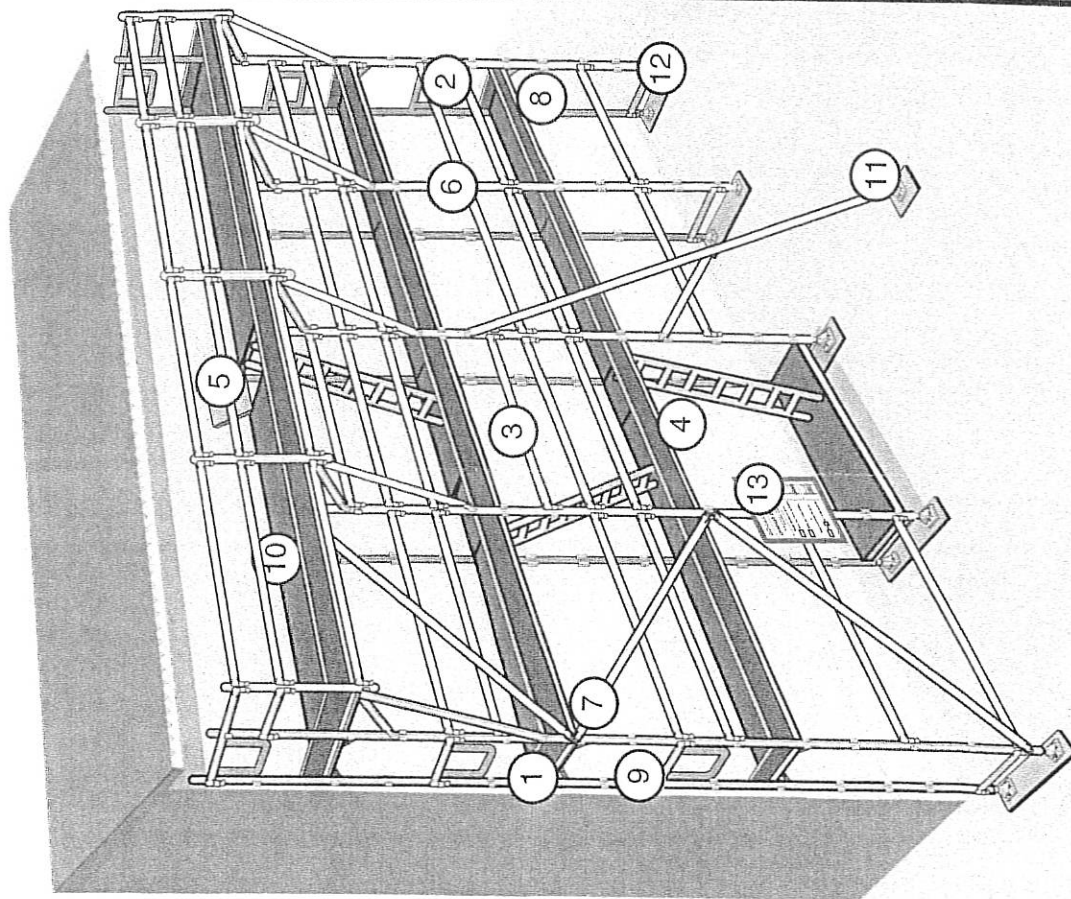
- Décret du 8 janvier 1965.
- Norme française NF P 93-340 - « Garde-corps métallique provisoire de chantier (GCMPC) ».

## DOCUMENTS À CONSULTER

- Règlement technique du label O.B.S.
- Fiche de sécurité B1 F 01 « Protections collectives pour empêcher les chutes de hauteur dans le bâtiment et les travaux publics ».
- Fiche de sécurité B1 F 02 « Protections collectives - Les filets de sécurité - Caractéristiques ».

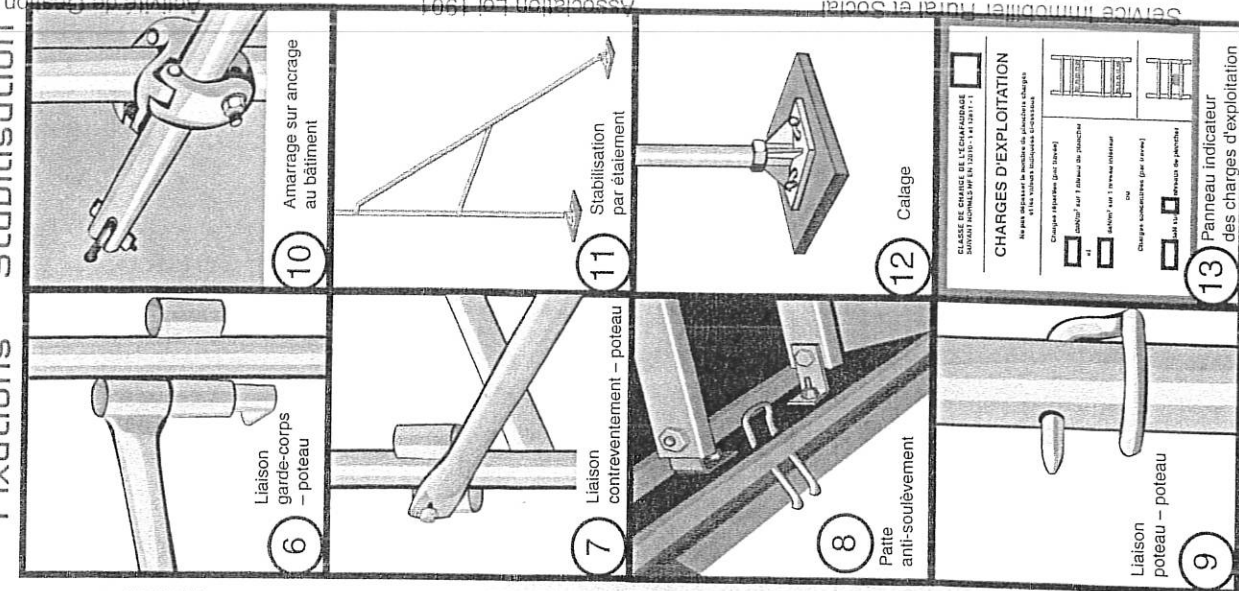
# ÉCHAFAUDAGES

## POINTS DE VÉRIFICATION

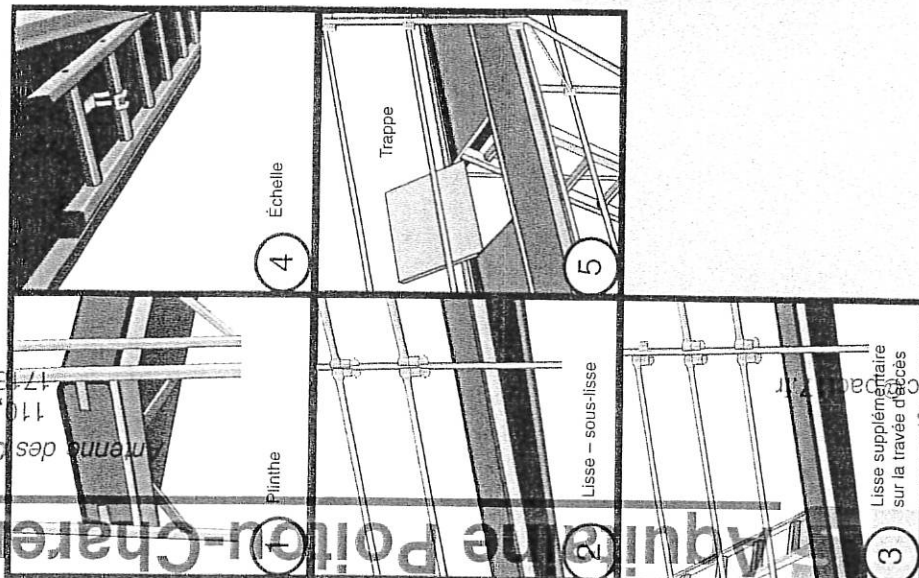


Amarrage  
Stabilisation

Fixations



Accès



**SIRET**

Tél : 05 46 07 49 90  
Fax : 05 46 07 49 88  
e-mail : riegroumelle@ccp.fr

Code commande : B2 A01 06

Service Immobilier Rural et Social  
Carte Professionnelle n°33063 - 1746, délivrée par la Préfecture de la Gironde (33)  
Garant : Crédit Coopératif - Parc de la Défense - 33 Rue des Trois Fontanot - 92000 NANTERRE - garantie financière : 1 000 000 €  
N° SIRET : 490 520 814 00024  
Activité de Gestion Immobilière

CLASSE DE CHARGE DE L'ÉCHAFAUDAGE  
SIRET n° 490 520 814 00024

CHARGES D'EXPLOITATION  
Seuls les utilisateurs de machines de production et de charge  
sont autorisés à utiliser l'échafaudage

Charges admissibles (par mètre)  
Charges admissibles (par mètre)  
Charges admissibles (par mètre)  
Charges admissibles (par mètre)

Panneau indicateur  
des charges d'exploitation



## FICHE PRATIQUE DE SÉCURITÉ

**ED 75**

*Cette fiche pratique est consacrée aux matériels pouvant servir de poste de travail pour des hauteurs courantes du bâtiment.*

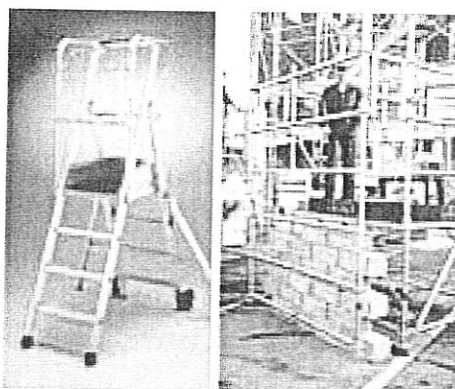


## Plates-formes de travail pour travaux de faible hauteur

Les chutes de hauteur entraînent chaque année une centaine d'accidents mortels dans l'ensemble des industries du régime général de la Sécurité sociale.

Pour l'industrie du bâtiment et des travaux publics, une étude de la CNAM fait ressortir que plus de 20 % des chutes mortelles sont des chutes d'échelles.

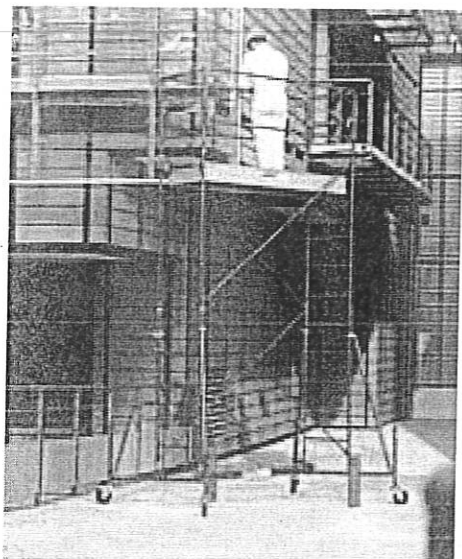
Les chutes de faible hauteur sont nombreuses et montrent la nécessité de prévoir des plates-formes de travail pour des travaux pour lesquels l'utilisation de moyens de fortune ou inadaptés se rencontre encore trop souvent.



*Plates-formes individuelles roulantes légères (PIRL) et échafaudage de pied*

Cette fiche pratique est consacrée aux matériels pouvant servir de poste de travail pour des hauteurs courantes du bâtiment. Ils sont utilisables pour des travaux de bâtiment, d'entretien et de nettoyage.

Les plates-formes élévatrices mobiles de personnel, qui sont dans certains cas la meilleure solution, ne sont pas traitées (voir brochure INRS ED 801).



Échafaudage roulant

Une longueur de plancher proche de 1 m permet des interventions sur des surfaces plus importantes mais nécessite des opérations de montage et de démontage des garde-corps compte tenu de leurs dimensions (voir fig.1).

La norme de référence est la norme NF P 93-353.

## 2. Plates-formes individuelles roulantes (PIR)

La hauteur maximale du plancher de travail peut atteindre 2,50 m et leur stabilité est supérieure à celle des PIRL. Le plancher de travail a une dimension maximale de 1 m x 1,50 m.

Il en existe deux types :

- Les PIR portables destinées plus particulièrement aux travaux de nettoyage, d'entretien et de second œuvre du bâtiment.



Figure 1. Plate-forme PIRL démontée

Le plancher de travail a une dimension minimale de 0,40 m x 0,50 m. Leur poids maximal est de 50 kg.

- Les PIR manutentionnables à la grue pour les travaux du gros-œuvre. Le plancher de travail a une dimension minimale de 0,50 m x 0,80 m.

La norme de référence est la norme NF P 93-352.

## 3. Échafaudages roulants

Il en existe deux types :

- Les échafaudages roulants de faible hauteur avec un plancher de travail à 2,50 m de hauteur maximale.

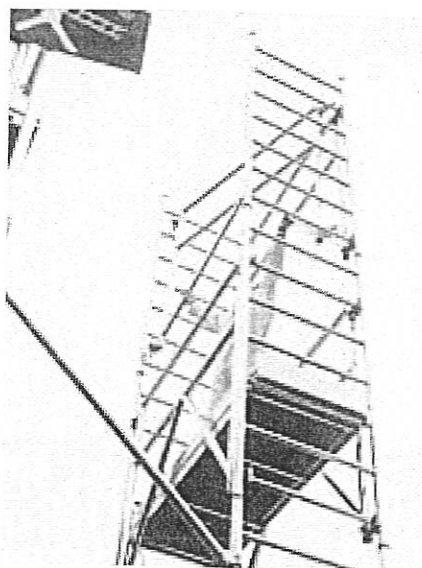


Figure 2. Échafaudage roulant en hauteur



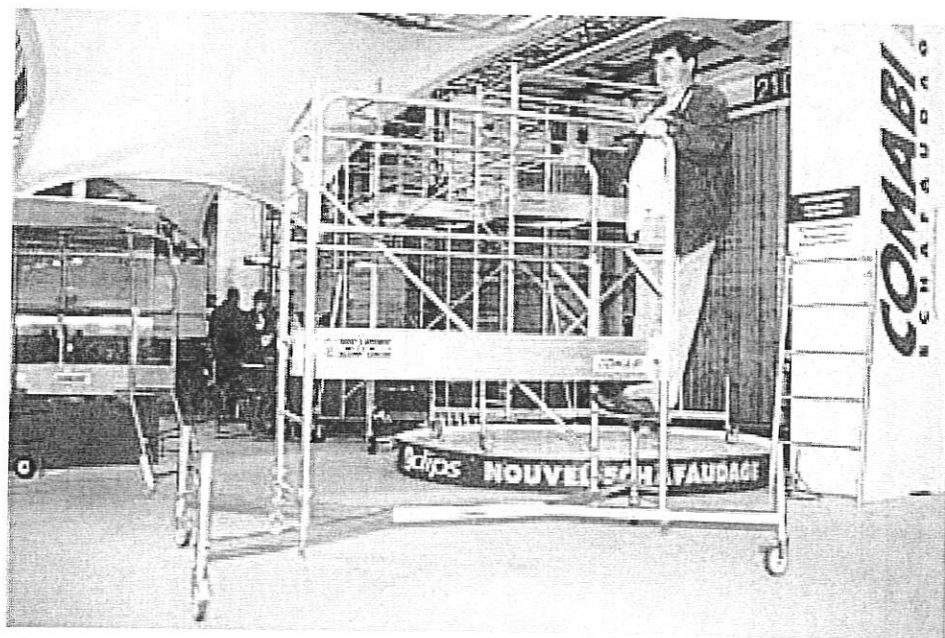
Plate-forme individuelle roulante (PIR). En rouge les stabilisateurs.

## CHOIX DU MATÉRIEL

### 1. Plates-formes individuelles roulantes légères (PIRL)

Elles sont conçues plus particulièrement pour des petits travaux d'intérieur avec un plancher de travail à 1 m de hauteur maximale. Ce sont donc des matériels légers et compacts en position repliée qui passent les ouvertures et les escaliers. Les deux roues de transfert ne sont pas porteuses en position de travail.

Le plancher de travail a une largeur minimale de 0,40 m et une longueur maximale de 1 m.



Échafaudage roulant de faible hauteur

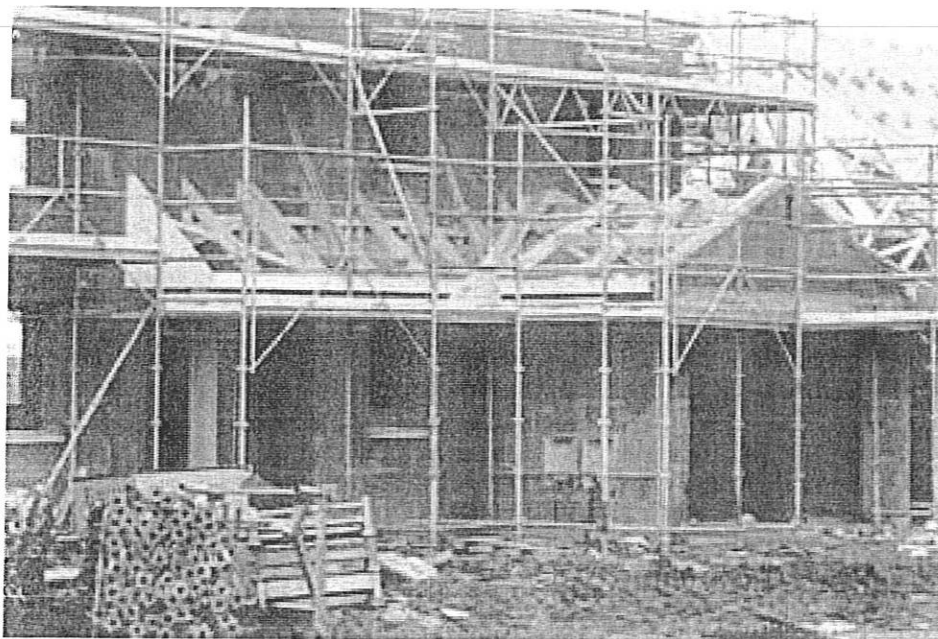


Figure 3. Échafaudage de pied

Les matériels avec accès par l'intérieur sont à choisir en priorité. Si l'accès se fait par l'extérieur le matériel doit être équipé d'un portillon à fermeture automatique.

La norme de référence est la norme NF P 93-520.

■ Les échafaudages roulants conformes à la norme NF EN 1004 avec un plancher de travail à 8 m de hauteur maximale à l'extérieur et 12 m à l'intérieur suivant la norme.

La notice de montage doit prévoir le montage/démontage en sécurité. Un ou plusieurs niveaux à bulle pour un réglage d'horizontalité, un réglage des pieds par vis et une distance entre planchers inférieure à 3 m. L'accès se fait par l'intérieur (voir fig. 2).

#### 4. Échafaudages de pied

Ces échafaudages conformes à la norme NF EN 12810 sont conçus pour des travaux de grande hauteur mais les fabricants les ont adaptés pour des travaux de maçonnerie de faible hauteur (voir fig. 3).

Ils disposent de garde-corps mis en place en sécurité du niveau inférieur.

■ Les échafaudages à cadre.

■ Les échafaudages multidirectionnels.

Les différentes classes utilisables sont :

■ classes 2 et 3 (150 et 200 kg/m<sup>2</sup>) pour,

notamment, les travaux de peinture et ravalement sans stockage de matériaux ;

■ classes 4 et 5 (300 kg et 450 kg/m<sup>2</sup>) pour les travaux tels que briquetage, bétonnage et plâtrage ;

■ classe 6 (600 kg/m<sup>2</sup>) pour les travaux de maçonnerie lourde et stockage.

### PRÉVENTION

Avant toute utilisation, s'assurer que tous les dispositifs de protection et de sécurité sont en place (stabilisateurs, garde-corps...), vérifier la stabilité du matériel (horizontalité, calage, réglage...).

Pour des utilisations dans des cages d'escalier ou sur des sols avec des différences de niveau importantes, utiliser les kits d'adaptation proposés par les fabricants.

Ne confier le montage et le démontage du matériel qu'à du personnel dûment formé et respecter la **notice d'instructions du fabricant**. Celle-ci doit être présente sur le chantier.

Ne jamais tenter de déplacer la plate-forme de travail depuis son plancher : descendre de la plate-forme, la déplacer et remonter.

Les obligations réglementaires sont les mêmes pour les PIRL, PIR et échafaudages roulants que pour les échafaudages de pied.

Le matériel doit être :

- choisi après examen d'adéquation,
- mis en œuvre conformément à la notice du fabricant,
- installé, vérifié, utilisé par du personnel compétent et formé.

Les obligations réglementaires sont à décliner par le chef d'établissement dans le cadre de l'activité de l'entreprise.

Préalablement à toute acquisition et utilisation, il convient de s'assurer de l'existence d'une évaluation de conformité du matériel. Le choix du référentiel est d'autant plus important qu'il n'existe pas de directive « conception » pour ces produits. Cette évaluation de conformité doit prendre en compte les exigences de solidité mais également celles qui concernent la sécurité. La déclaration de conformité du fournisseur est fondée sur les résultats de l'évaluation. Elle permet d'augmenter la confiance dans la conformité du matériel. Elle est prévue dans les normes qui concernent ces équipements (NF ISO/CEI 170050-1).

Le choix de produits qui bénéficient du droit d'usage de la marque NF participe à cette démarche de qualité.

Il n'existe pas de recommandation CNAM sur l'utilisation de tous ces matériels mais la recommandation R 408 qui concerne les échafaudages de pied peut être prise comme référence pour les autres matériels.

### VÉRIFICATIONS

Les vérifications réglementaires à effectuer sont prévues dans l'arrêté du 21 décembre 2004 :

- mise ou remise en service,
- journalière,
- trimestrielle.

L'application aux échafaudages roulants (NF EN 1004 ET NFP 9350) et aux PIR et PIRL nécessite une adaptation par rapport à la démarche pratiquée pour les échafaudages de pied. Une bonne pratique consistera à effectuer une vérification annuelle pour l'état de conservation et une vérification journalière par l'utilisateur formé à cette effet.

Un entretien systématique et un stockage à l'abri des intempéries du matériel sont des garanties de sécurité.

Tout élément déformé est à mettre au rebut.

(1) La liste des matériels ayant droit d'usage de la marque NF échafaudages (PIR - PIRL - échafaudages roulants - échafaudages de pied) est disponible au secrétariat de la marque : CEBTP - Domaine de Saint-Paul - BP 37 - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse - Tél. : 01 30 85 24 95 - Fax : 01 30 85 21 80



- Normes AFNOR - Tour Europe - 92049 Paris - La Défense cedex.
- Aide-mémoire BTP. INRS, ED 790.
- Guide professionnel de montage et d'utilisation des échafaudages. Syndicat français de l'échafaudage, du coffrage et de l'étalement.

## 1. Réglementation

- Code du travail  
L. 4121 : Principes généraux de prévention.
- Décret du 1<sup>er</sup> septembre 2004  
(articles R. 4323-58 à 90)  
Utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.
- Arrêté du 21 décembre 2004  
Vérification des échafaudages.
- Circulaire DRT 2005/08 du 27 juin 2005  
Mise en œuvre du décret du 1<sup>er</sup> septembre 2004 et arrêté du 21 décembre 2004.
- Pour mémoire, R. 4224-5 : Protection contre les chutes des équipements de travail en général (concerne les installations des postes de travail permanents non visés par le décret de septembre 2004).

## 2. Normes

- Norme NF P 93-353 - décembre 1994 - Plates-formes individuelles roulantes légères.
- Norme NF P 93-352 - novembre 1997 - Plates-formes individuelles roulantes.
- Norme NF P 93-520 - novembre 1997 - Échafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur.
- Norme NF EN 1004 - mai 2005 - Échafaudages roulants.
- Norme NF EN 12810-1, 2 - septembre 2004 - Échafaudages de façade.
- Norme NF EN 12811-1, 2, 3 - août 2004 - Échafaudages.
- Norme NF EN ISO/CEI 17050-1 - avril 2005 - Déclaration de conformité du fournisseur.

Type	Hauteur maximale du plancher suivant la norme	Charge d'utilisation
Plates-formes individuelles roulantes légères	1,00 m	150 kg
Plates-formes individuelles roulantes	2,50 m	150 kg 2 classes 200 kg
Échafaudages roulants préfabriqués de faible hauteur	2,50 m	200 kg/m <sup>2</sup>
Échafaudages roulants (1)	8,00 m à l'extérieur 12,00 m à l'intérieur	150 kg/m <sup>2</sup> 2 classes 200 kg/m <sup>2</sup>
Plates-formes de pied (1)	24,00 m	75 kg/m <sup>2</sup> 6 classes 600 kg/m <sup>2</sup>

Auteurs : Patrick Laine, Alain Parnies, département Expertise et conseil technique, INRS.  
Photos : Vincent Grenillet pour INRS.

(1) Ces matériels, bien que conçus pour des hauteurs plus importantes, sont utilisés pour des travaux de faible hauteur.

# EN CAS D' ACCIDENT

TELEPHONEZ AU

18

Pompiers

15

SAMU

112

N° d'URGENCE

## ET DITES

### 1 ICI CHANTIER

A (Commune) **TONNAY CHARENTE**

N° **19, rue de la Somme**

**en centre ville**

Près de **du centre des impôts**

### 2 PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

*Par exemple: chute, asphyxie, coupure, éboulement, etc.....*

**ET LA POSITION DU BLESSE:** *(il est sur le toit, au sol, sous un éboulement, etc....)*

**ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT**

### 3 SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

*Par exemple: 3 blessés dont un qui saigne beaucoup et qui ne parle pas.*

### 4 FIXEZ UN POINT DE RENDEZ VOUS

*Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.*

### 5 NE PAS RACCROCHER LE PREMIER

*Faites répéter le message.*

## NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

N° d'URGENCE

112

EDF..... 09.726.750.17

POMPIERS.....

18

GDF.....

HOPITAL.....

15

MEDECIN..... 05.46.88.72.87

GENDARMERIE.....

17

PHARMACIE..... 05.46.88.70.32

CENTRE ANTI POISON 05.56.96.40.80

AMBULANCE..... 05.46.88.06.30